DALHOUSIE UNIVERSITY
FACULTY OF AGRICULTURE
Laboratoire de Sciences Analytiques en Agroalimentaire
UNIVERSITY of GUELPH
ARRELL FOOD INSTITUTE
AT THE UNIVERSITY of GUELPH

GESTION DE L'OFFRE 2.0

UNE FEUILLE DE ROUTE POSSIBLE POUR L'INDUSTRIE LAITIÈRE CANADIENNE

Sylvain Charlebois
Jean-Luc Lemieux
Simon Somogyi

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF 4

QU'EST-CE QUE LA GESTION DE L'OFFRE ? 6

1.0 INTRODUCTION 8

1.1 APERÇU **8**

1.2 CONTEXTE **9**

Figure 1: Ventes annuelles totales de lait liquide par litres par capita au Canada (2000 à 2018 quand données disponibles) **11**

Figure 2: Consommation globale de lait sous forme liquide en litres par capita **11**

Figure 3: Ventes totales de fromage en Kg par capita (Canada, 1999 to 2018) **12**

1.3 HISTORIQUE DE LA GESTION DE L'OFFRE **13**

Figure 4: Nombre de fermes laitières au Canada (1967 à 2018) **13**

Figure 5: Revenu des fermes provenant de la production laitière au Canada de 1971 à 2018 (en millions de dollars) **14**

Figure 6: Nombre de vaches et de génisses laitières au Canada (1960 à 2018) **15**

2.0 UNE FEUILLE DE ROUTE POUR L'AVENIR 19

2.1 GESTION DE L'OFFRE **19**

2.2 CHANGER, POUR LES BONNES RAISONS, LA GESTION DE L'OFFRE **19**

2.3 CE QUE LA POPULATION CANADIENNE PENSE DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE **21**

Figure 7: Je crois que la gestion de l'offre est bonne pour l'économie canadienne. **23**

Figure 8: Je crois qu'il est important de soutenir les fermes laitières canadiennes en leur fournissant des subventions directes. **24**

Figure 9: Je crois que la baisse des prix pour les consommateurs est plus importante que la consommation de lait canadien. **24**

Figure 10: Au Canada, le lait et les autres produits laitiers sont offerts à juste prix. **25**

Figure 11: Je crois que la production laitière est bonne pour l'environnement. **26**

Figure 12: Je crois qu'au Canada, l'industrie laitière traite les vaches et les autres animaux sans cruauté. **27**

3.0 GESTION DE L'OFFRE 2.0 28

3.1 PROGRAMME DE RACHAT VOLONTAIRE DES QUOTAS **28**

3.2 FAIRE DES CHANGEMENTS À LA COMMISSION CANADIENNE DE LAIT **30**

Figure 13: Je crois qu'il est important d'aider les fermes laitières canadiennes en achetant des produits laitiers canadiens. **31**

3.3 SUPPRIMER LES BARRIÈRES COMMERCIALES INTERPROVINCIALES POUR LES PRODUITS LAITIERS ET CRÉER UN FONDS D'INNOVATION POUR LE SECTEUR **32**

3.4 INITIER UN PLAN DE 20 ANS POUR RÉDUIRE LES BARRIÈRES TARIFAIRES, DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE D'EXPORTATION, CRÉER UNE MARQUE CANADIENNE ET ENCOURAGER L'INNOVATION **32**

4.0 CONCLUSION 33

RÉFÉRENCES 34

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Si la gestion de l'offre n'est pas fondamentalement modifiée, **le Canada pourrait voir la moitié de ses fermes laitières disparaître d'ici 2030**. Cependant, les transformateurs laitiers semblent vouloir se restructurer et ce, à travers toute la chaîne de valeur. **Saputo** a annoncé deux fermetures d'usines au cours des derniers mois, ce qui est un indicateur de la façon dont le secteur s'adapte à une demande plus fragmentée. D'autres fermetures et initiatives de restructuration sont attendues. La grande chaîne de café **Starbucks** a l'intention de réduire la quantité de produits laitiers qu'elle sert à ses clients dans le cadre d'un plan mondial de développement durable. Nous pouvons nous attendre à d'autres annonces de ce genre à l'avenir. Un récent sondage mené par le **Laboratoire de sciences analytiques en agroalimentaire de Dalhousie University** suggère que les consommateurs, en particulier parmi les jeunes générations, ont des sentiments mitigés à savoir si l'industrie laitière canadienne est bonne pour l'**environnement** ou si les **animaux** du secteur sont traités sans cruauté. Alors que les substituts laitiers deviennent de plus en plus populaires, le secteur laitier au Canada n'a toujours pas l'intention de réformer son régime de gestion de l'offre afin de soutenir notre secteur laitier.

Les producteurs laitiers reçoivent une compensation suite aux les accords commerciaux récemment ratifiés par le gouvernement fédéral. **Le fait que la population canadienne appuie désormais financièrement le secteur laitier change tout**. Il doit devenir plus compétitif, responsable et transparent. Sans stratégie, le programme d'indemnisation offert par le gouvernement fédéral pourrait aggraver les choses pour le secteur laitier de même que pour les agriculteurs. En effet, le programme va **surcapitaliser** le marché et ce, sans favoriser la compétitivité. De plus, au fil du temps, notre pays a connu une concentration plus prononcée du secteur laitier dans le centre du Canada, ce qui rend de nombreuses régions mal desservies. L'industrie laitière canadienne traverse une période difficile. Reconnaissant les difficultés des producteurs laitiers canadiens, cette feuille de route fournit des solutions visant à revitaliser la filière laitière au Canada. Notre proposition est non seulement inspirée des opinions des Canadiens et Canadiennes, mais elle est également appuyée par ces principes fondamentaux :

1. Maintenir la production laitière, et sa transformation, dans toutes les régions du pays.
2. Permettre à la production laitière de devenir plus attrayante financièrement.
3. Rendre notre capacité de production nationale compétitive.
4. Adopter une réforme axée sur la chaîne de valeur.
5. Élaborer une stratégie misant sur l'innovation et la croissance, au pays et à l'étranger.

L'industrie laitière a affirmé à plusieurs reprises qu'elle s'était adaptée et modernisée au fil des ans. Mais compte tenu de ce qui se passe dans le secteur, ces changements ne sont pas adéquats. Le présent rapport a pour objet de **présenter un plan sur 20 ans pour moderniser la gestion de l'offre**, en la modifiant fondamentalement afin de permettre à l'industrie laitière canadienne de devenir plus compétitive. Nous appelons ce plan *Gestion de l'offre 2.0*. Le plan incitera les agriculteurs canadiens à s'adapter à un marché qui sera graduellement plus libéralisé et à devenir compétitifs sur des marchés d'exportation plus spécialisés et de niche. Le plan de *Gestion de l'offre 2.0* comprend quatre étapes :

1. Créer un programme volontaire afin d'inviter certains producteurs à quitter l'industrie.
2. Apportez des modifications importantes à la Commission canadienne du lait (CCL).
3. Supprimer les barrières commerciales interprovinciales sur les produits laitiers et créer un fonds d'innovation pour le secteur.
4. Initier un plan de 20 ans pour réduire les barrières tarifaires, développer une stratégie d'exportation, créer une marque canadienne et encourager l'innovation.

Certaines de ces étapes peuvent être plus réalisables que d'autres; cependant, ce sont les lignes directrices générales qui, selon nous, doivent être suivies pour sauver les moyens de subsistance des producteurs laitiers canadiens tout en soutenant la position de l'industrie dans un monde globalisé.

QU'EST-CE QUE LA GESTION DE L'OFFRE ?

Selon les résultats du sondage publiés parallèlement à ce rapport (et joints en annexe), la plupart des Canadiens en savent très peu sur la gestion de l'offre. Dans notre enquête nationale, un répondant a répondu :

> *«[Il] doit y avoir plus d'éducation à ce sujet car j'en sais très peu de choses (surtout entendre les partisans le louer et d'autres le décrier).»*

Beaucoup d'autres ont exprimé des préoccupations similaires. Les résultats du sondage suggèrent également que seulement 17,2% des Canadiens estiment qu'ils sont tout à fait d'accord avec l'énoncé : «*Je connais la gestion de l'offre dans l'industrie laitière*.» De plus, **de nombreux Canadiens croient que les industries du saumon, du blé, du sirop d'érable et du bœuf sont également réglementées par la gestion de l'offre**. En fait, seule l'offre des produits laitiers, de la volaille et des œufs est gérée par le gouvernement fédéral. Ce manque de compréhension n'est pas nouveau, car de nombreux Canadiens n'ont pas compris l'essence même du régime (Charlebois, Langenbacher et & Tamilia, 2007). L'avenir de l'industrie dépend de la transparence et de la responsabilité, qui doivent devenir les piliers de tout plan pour aller de l'avant. Cependant, avant de pouvoir envisager des solutions, une explication sur le régime actuel est justifiée.

L'organisme Les Producteurs laitiers du Canada (PLC) a vu le jour dans les années 1930 en réponse aux pressions de la Grande Dépression et a été créé pour être la voix des producteurs laitiers pour le lobby auprès du gouvernement canadien. Dans les années 60, de nombreuses pressions pesaient sur les producteurs laitiers ; par exemple, le Canada avait perdu l'accès à son plus grand marché d'exportation de fromages lorsque le Royaume-Uni avait rejoint le Marché commun européen, et les agriculteurs avaient l'impression que les producteurs détenaient trop de pouvoir (Conference Board du Canada, 2009). Les PLC ont exercé des pressions sur le gouvernement au nom des agriculteurs, ce qui a conduit à la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1967 et à la création de la Commission canadienne du lait (CCL) (Hedley, 2015). Dans les années 1970, la gestion de l'offre était établie dans l'industrie laitière canadienne (Conference Board du Canada, 2009). À l'époque, la stabilité économique du secteur était cruciale pour les communautés rurales. La mise en place de la gestion de l'offre était appropriée pour l'époque. Mais c'était aussi très politique, car le lobby laitier s'est montré incroyablement puissant lorsqu'il a organisé une marche record sur la Colline du Parlement en 1967 (Conference Board du Canada, 2009). Le soutien public aux agriculteurs était considérable à l'époque et reste assez élevé à ce jour.

Selon un rapport du Conference Board du Canada de 2009, «*Making Milk: The Practices, Players, and Pressions Behind Dairy Supply Management*», la décision de déterminer les quotas

et les prix du lait en fonction des coûts des intrants d›un producteur était le résultat direct du lobbying des PLC (Conference Board du Canada, 2009). Comme l'explique le rapport, la gestion de l'offre offre aux agriculteurs de nombreux avantages, tels qu'une protection contre la concurrence internationale, ainsi que des prix stables, qui à leur tour créent des revenus stables pour les agriculteurs (Conference Board du Canada, 2009).

La CCL, une société d'état financée en partie par les producteurs laitiers et en partie par le public, préside le Comité canadien de gestion des approvisionnements en lait (CCGAL), qui est le conseil qui fixe l'objectif national pour l'approvisionnement en lait (Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs/Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales de l'Ontario, s.d.). Le CCGAL est composé de délégués de chacune des diverses régies provinciales de commercialisation du lait (une pour chaque province canadienne). Il travaille avec la CCL et applique les contributions de diverses parties prenantes dans le but de fixer le quota national de lait. Le quota national est ensuite réparti entre les différentes régies provinciales et les agriculteurs de chaque province. Les régies provinciales de commercialisation du lait vont également fixer le prix du lait à la ferme (Dairy Farmers of Nova Scotia, s.d.). De nombreux groupes d'intérêt, dont les PLC, participent aux réunions du CCGAL, car de nombreuses décisions politiques importantes qui affectent directement les moyens de subsistance des producteurs laitiers sont prises par le CCGAL (Canadian Dairy Commission/Commission canadienne du lait, 2017).

Les PLC et les régies provinciales de commercialisation du lait imposent un prélèvement sur chaque hectolitre de lait acheté auprès des exploitations agricoles pour financer leurs opérations de commercialisation et de lobbying. Il s'agit de la plus importante source de revenus des PLC. Selon un article publié en 2014 par *Better Farming*, en 2013, les agriculteurs ont payé 1,50 $ par hectolitre pour «l'expansion du marché», de sorte que que les agriculteurs de l'Ontario versaient 36,5 M $ aux PLC (Mann, 2014). Les producteurs laitiers ont le monopole des produits laitiers et sont ainsi tenus de verser une partie de leurs bénéfices monopolistiques à la protection de ce monopole. En 2012, le lobby laitier a été nommé l'un des trois lobbies les plus actifs au Canada, selon *The Lobby Monitor* (The Lobby Monitor, 2013; Barichello, Cranfield et Meilke, 2009).

Ces dernières années, le plus grand obstacle rencontré par les PLC a été de protéger le système de gestion de l'offre dans les négociations des principaux accords de libre-échange, à savoir l'Accord économique et commercial global avec l'UE ; l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique (TPP-11), qui comprend l'Australie, Brunei, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam; et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). À la suite de ces accords commerciaux, le gouvernement fédéral s'est engagé à indemniser les producteurs laitiers pour les pertes potentielles encourues, créant ainsi un précédent (Government of Canada/Gouvernement du Canada, 2019).

1.0 INTRODUCTION

1.1 APERÇU

L'industrie laitière canadienne traverse une période difficile. Reconnaissant les difficultés des producteurs laitiers canadiens, cette recherche fournit des solutions innovantes visant à revitaliser la filière laitière au Canada. Notre proposition est inspirée non seulement des opinions des Canadiens, mais elle est également appuyée par ces principes fondamentaux :

1. Maintenir la production laitière, et sa transformation, dans toutes les régions du pays.
2. Permettre à la production laitière de devenir plus attrayante financièrement.
3. Rendre notre capacité de production nationale compétitive.
4. Adopter une réforme axée sur la chaîne de valeur.
5. Élaborer une stratégie misant sur l›innovation et la croissance, au pays et à l›étranger.

Il est difficile de voir comment notre cheminement actuel peut atteindre l'un de ces objectifs. En effet, sous notre régime actuel, **nous pourrions voir le nombre de fermes laitières au Canada passer de plus de 10 000 à moins de 5 500 d'ici 2030**. Il est essentiel qu'un nouveau modèle permette à l'industrie laitière de réussir de la même manière dans toutes les régions. À l'heure actuelle, la majeure partie de l'industrie se retrouve au le centre du Canada, ce qui compromet la capacité des producteurs à occuper pleinement le vaste marché canadien. Nous avons cherché à proposer à l'industrie des réformes fondées sur les principes de transparence, de responsabilité et de viabilité économique du système. Nous pensons que le système actuel de gestion de l'offre peut être optimisé et amélioré. Les Producteurs laitiers du Canada ont soutenu que le système s'est amélioré au fil des ans, mais ces changements ne sont pas adéquats. Comme nous le verrons, l'industrie continue à connaître des difficultés.

Nous présentons ici un cadre en quatre étapes, illustrant un avenir potentiel pour la gestion de l'offre. Nous avons baptisé cette voie *Gestion de l'offre 2.0*. Il serait irréaliste de s'attendre à ce que l'industrie suive exactement nos conseils, mais nous espérons que cette contribution suscitera des discussions au sein de la communauté laitière canadienne. Pendant des années, des groupes ont défendu le régime actuel ou l'ont réprimandé et ont demandé qu'il soit aboli. Le Canada a besoin d'un nouveau plan pour l'industrie laitière. De toute évidence, la stratégie actuelle ne fonctionne pas et le moment est venu d'agir. Nous présentons ce document avec l'intention de commencer une nouvelle page d'histoire dont bénéficieront les agriculteurs, l'industrie laitière et les consommateurs.

La feuille de route actuelle est surtout inspirée des résultats d'une enquête nationale sur le système actuel. Nous avons demandé à un groupe d'individus représentatifs de la population canadienne (générations, genres, statuts socioéconomiques, etc.) leur opinion sur la production laitière au Canada et avons utilisé leurs réponses dans la formulation de notre plan.[1]

Nos résultats suggèrent que les Canadiens et Canadiennes appuient massivement l'élevage laitier canadien. Le soutien d'une industrie nationale est essentiel pour les Canadiens, et le soutien à la gestion de l'offre est également mis en évidence par les résultats. Nos résultats suggèrent que la moitié des Canadiens sont même prêts à dépenser plus pour les produits laitiers afin de protéger l'industrie nationale.

En basant notre cadre sur ces résultats d'enquête et sur une solide analyse économique, nous avons créé le cadre suivant en 4 étapes :

1. Créer un programme volontaire pour que les producteurs laitiers quittent l'industrie.
2. Apportez des modifications importantes à la CCL.
3. Supprimer les barrières commerciales interprovinciales sur les produits laitiers et créer un fonds d'innovation.
4. Lancer un plan de 20 ans afin de réduire considérablement les barrières tarifaires et promouvoir la création d'une marque canadienne et encourager l'innovation.

En suivant les étapes telles qu'elles sont énoncées dans le présent document, nous croyons que l'industrie laitière canadienne prospérera et deviendra un chef de file de l'écosystème laitier mondial.

1.2 CONTEXTE

Au cours des trois dernières années, le Canada a ratifié deux nouveaux accords commerciaux : l'Accord économique et commercial global (AECG) et l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique (TPP-11). L'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) devrait aussi être ratifié cette année par tous les pays concernés. Aux termes de ces nouveaux accords, l'industrie laitière canadienne sous l'égide de la gestion de l'offre se trouvera en situation précaire. Le TPP-11 a coûté à l'industrie 3,25% de son marché (CPCTT/TPP-11, 2020), l'AECG consomme 1,3% supplémentaire du marché (Vigliotti, 2019) et, selon des experts de la *Brookings Institution* (Wolf, 2019), une fois ratifié par le Canada, l'ACEUM donnera 0,59% de plus aux producteurs américains (ces derniers occupent déjà 3% du marché canadien). L›effet combiné de ces accords de libre-échange nuira à court terme à l›industrie à raison de 8,14% du marché domestique canadien, limitant les quotas de production nationale et privant les fermes canadiennes de revenus.

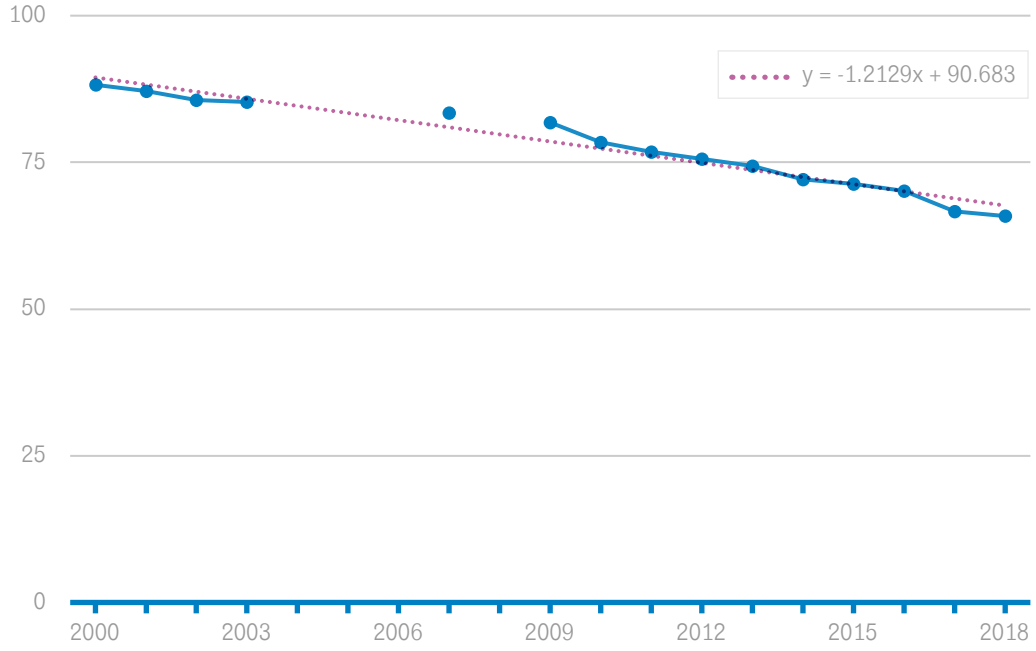
1 1 114 répondants ont été inclus dans l'enquête. Les données ont été amassées en janvier 2020. La marge d'erreur était de 2,9%, 19 fois sur 20.

Les Producteurs laitiers du Canada (PLC) estiment que la perte annuelle potentielle pour les agriculteurs découlant de ces nouveaux accords commerciaux représente 8,4% de la production totale. L'arrivée de plus de produits étrangers engendrera une concurrence avec les produits nationaux, ce qui amènera les consommateurs à boire moins de lait canadien (DFC/PLC, 2019). En réponse à l'inquiétude des producteurs laitiers et des partisans de la gestion de l'offre, le gouvernement libéral a annoncé le 16 août 2019 qu'il indemniserait l'industrie avec 1,75 milliard de dollars sur huit ans pour compenser les pertes subies par les agriculteurs suite au TPP-11 et à l'AECG, de même que de futures subventions prévues suite à la ratification de l'ACEUM (GoC/GdC, 2019).

En tant que lobby national représentant les agriculteurs, les Producteurs laitiers du Canada (PLC) ont joué un rôle majeur dans l'organisation des agriculteurs et des défenseurs des produits laitiers afin qu'ils obtiennent ces protections, en lançant le mouvement de défense des intérêts de *Mon Lait Canadien* (Tamilia et Charlebois, 2007). Cependant, les capacités de ce puissant lobby pourraient être entravées à l'avenir par ce qui se passe actuellement dans l'industrie. En effet, comme le démontre les figures 1 et 2, le taux de consommation de lait liquide au Canada a baissé de façon constante au cours des 20 dernières années. De plus, face à d'importantes compressions budgétaires, les PLC ont dû s'adapter, lançant une nouvelle campagne publicitaire stratégique intitulée « *Le lait. Y'en a dans ce que t'aimes* » (DFC/PLC, YouTube, 2019). Cette dernière, majoritairement anglophone, vise à accroître la consommation de produits laitiers parmi les parents de la génération Y, dans le but d'attirer une nouvelle génération de buveurs de lait.

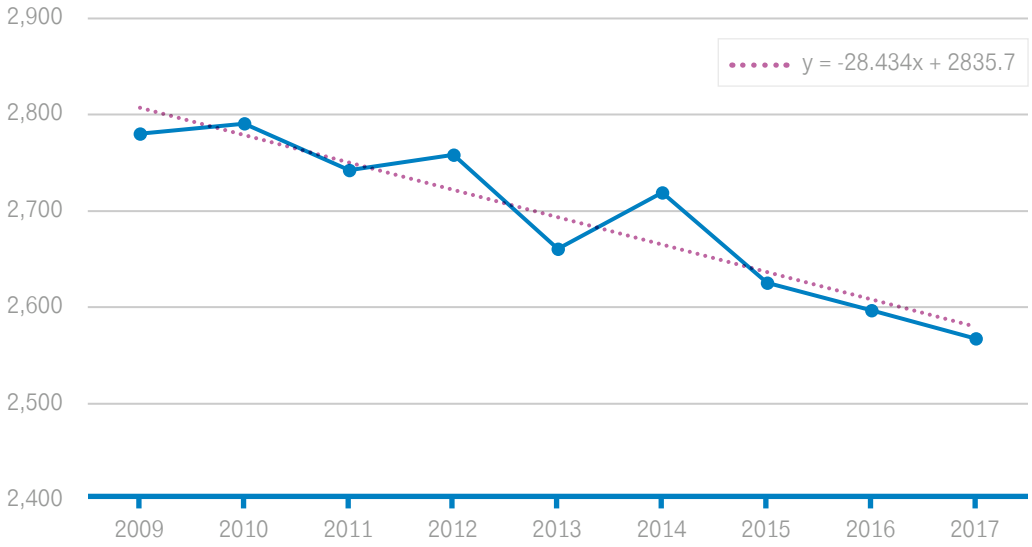
Non seulement la consommation de lait liquide a une tendance à la baisse au Canada, mais la consommation mondiale est également en baisse, l'Asie étant le seul véritable marché émergent (Canadian Dairy Information Centre/Centre canadien d'information laitière, 2019). Les PLC, entre autres, ont reconnu cette tendance et ont commencé à concentrer leur commercialisation vers les produits laitiers autres que le lait, reconnaissant qu'il y a eu une légère tendance à la hausse de la consommation de ces produits. Bien que cet effort de la part des PLC et les subventions directes aux agriculteurs du gouvernement libéral puissent sauver les moyens de subsistance des producteurs laitiers du Canada à court terme, il est certain qu'à l'avenir, des changements au système actuel sont nécessaires.

FIGURE 1: Ventes annuelles totales de lait liquide par litres par capita au Canada (2000 à 2018 quand données disponibles)



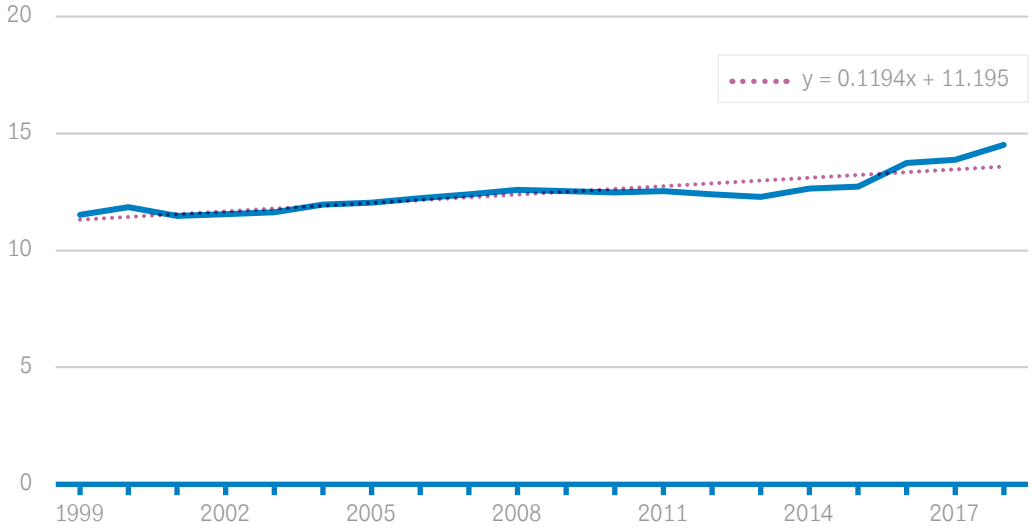
Source: Statistiques Canada; Compilé par Section de l'information sur les marchés, Division de l'industrie animale, Agriculture et Agroalimentaire Canada

FIGURE 2: Consommation globale de lait sous forme liquide en litres par capita



Source: Statistiques Canada; Compilé par Section de l'information sur les marchés, Division de l'industrie animale, Agriculture et Agroalimentaire Canada

FIGURE 3: Ventes totales de fromage en Kg par capita (Canada, 1999 to 2018)



Source: Statistiques Canada

Inspirée par l'école de pensée économique keynésienne, la gestion de l'offre dans l'industrie laitière canadienne est un exemple pertinent des coûts et des avantages des politiques économiques protectionnistes. Grâce à la gestion de l'offre, les principaux producteurs laitiers ont prospéré au Canada tout en évitant les pressions de l'économie mondiale, et les consommateurs ont évité des fluctuations drastiques des prix des produits laitiers. Dans la plupart des cas, la gestion de l'offre a permis aux usines de transformation de disposer d'un approvisionnement constant en lait frais et de haute qualité pour faire leurs produits, et a veillé à ce que le lait ne soit pas surproduit, se gâtant avant d'atteindre les rayons des supermarchés. Ces avantages ont eu comme répercussions le prix élevé des produits laitiers au Canada, les faibles niveaux d'innovation dans l'industrie et un point de départ défavorable pour les négociations commerciales (Findlay, M. 2012).

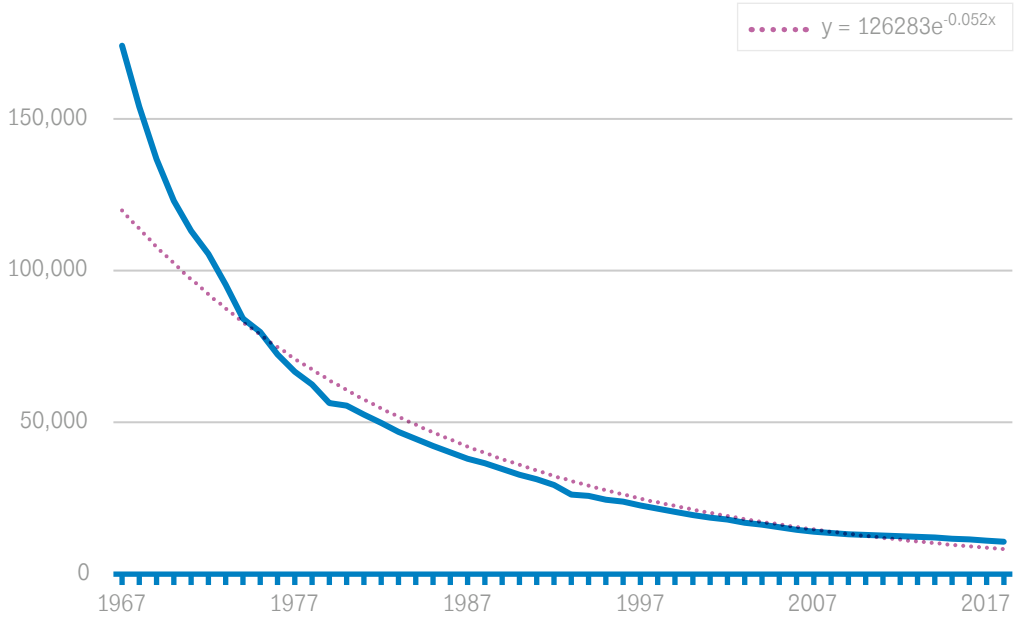
Pour simplifier un système complexe, le prix des produits laitiers au Canada est basé sur les quotas de production fixés par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) en évaluant la demande de lait et en établissant un prix équitable pour ces quotas en fonction des coûts des intrants pour les agriculteurs (Canadian Dairy Commission/ Commission canadienne du lait, 2017). Le CCGAL est présidé par la Commission canadienne du lait (CCL), une société d'État qui travaille en collaboration avec les régies provinciales de commercialisation du lait pour décider du quota total à attribuer, en fonction de la demande des consommateurs. Le quota est ensuite réparti entre les régies provinciales de commercialisation du lait et attribué aux agriculteurs de chaque province. Le CCL a été créé dans le but de garantir que les producteurs laitiers canadiens reçoivent des prix équitables pour leur production, de sorte que les transformateurs puissent dépendre d'intrants stables pour leurs produits, dans le but de limiter les pénuries et les excédents.

1.3 HISTORIQUE DE LA GESTION DE L'OFFRE

Lorsque mise en son contexte historique, la gestion de l'offre était logique; les produits agricoles sont soumis à une demande inélastique et les prix peuvent varier considérablement en fonction de légères modifications de l'offre (Tamilia et Charlebois, 2007). En veillant à ce que les prix restent stables grâce à un système de quotas, les agriculteurs peuvent maintenir leurs troupeaux indépendamment des perturbations de la demande des consommateurs, et les consommateurs peuvent compter sur des prix laitiers stables indépendamment des perturbations de l'approvisionnement.

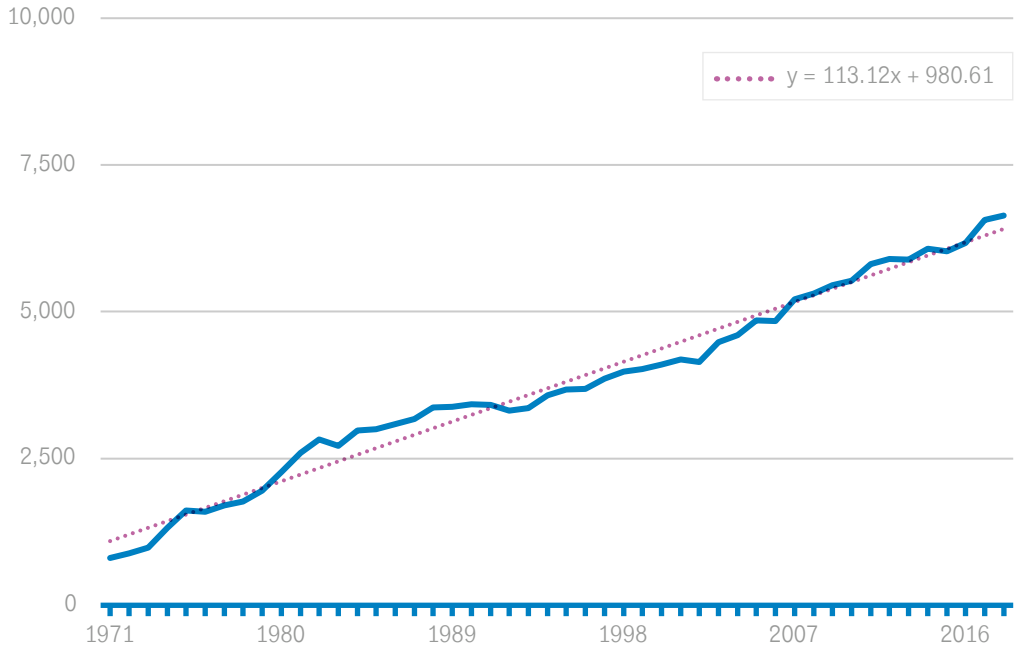
Au moment de la création de la gestion de l'offre, les fermes laitières *étaient beaucoup plus petites et il* en fallait un beaucoup plus grand nombre pour produire la *même* quantité de lait qui est aujourd'hui produite par un nombre bien moindre. En fait, en 2018, il n'y avait que 10 679 fermes laitières (GoC/Gouvernement du Canada, 2018) alors qu'en 1971, au début de la gestion de l'offre, il y avait 145 000 fermes laitières (Findlay, 2012). Bien qu'il y ait moins de fermes aujourd'hui, celles-ci ont des revenus beaucoup plus élevés qu'il y a 50 ans. En effet, la figure 5 ci-bas montre la croissance des recettes monétaires agricoles de l'industrie laitière au Canada de 1971 à 2018, en millions de dollars. Lorsque la gestion de l'offre a été créée, les producteurs laitiers disposaient de moyens limités pour communiquer et recueillir des informations sur le marché afin d'accéder pleinement aux conditions du marché. Aujourd'hui cependant, la plupart des agriculteurs sont très instruits et peuvent gérer leurs opérations avec un équipement de pointe.

FIGURE 4: Nombre de fermes laitières au Canada (1967 à 2018)



Source: Canadian Dairy Information Centre/ Centre canadien d'information laitière
Obtenu au: https://www.dairyinfo.gc.ca/index_e.php?s1=dff-fcil&s2=farm-ferme&s3=nb

FIGURE 5: Revenu des fermes provenant de la production laitière au Canada de 1971 à 2018 (en millions de dollars)



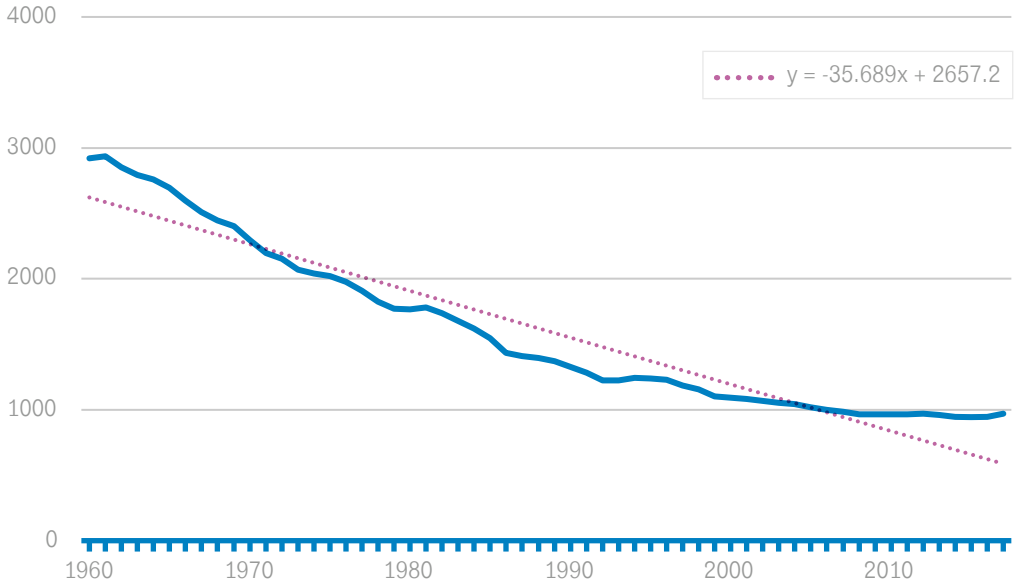
Source: Canadian Dairy Information Centre/ Centre canadien d'information laitière
Obtenu au: https://www.dairyinfo.gc.ca/index_e.php?s1=dff-fcil&s2=farm-ferme&s3=nb

Depuis l'avènement de la gestion de l'offre, la génétique et la science animale ont également radicalement changé, permettant un rendement beaucoup plus élevé de lait avec moins de vaches (Charlebois et Astray, L'avenir du secteur laitier canadien: à l'ère de l›après gestion de l'offre, 2012). En 1971, la production totale de lait était de 76 321 710 hectolitres; en 2012, elle n'avait guère changé à 79 801 292 hectolitres (GdC, 2019). Cependant, ce niveau de production a été atteint avec beaucoup moins d'exploitations laitières et un nombre beaucoup moindre de vaches produisant du lait (GoC/GdC, 2019). D'autre part, ces statistiques ont suscité certaines critiques de la part des groupes de défense des droits des animaux, affirmant que les vaches laitières sont dénaturalisées et exploitées de manière inhumaine (Boyens, 2018).

Bien que la gestion de l'offre ait offert aux agriculteurs des prix stables pour les produits laitiers, les transformateurs canadiens font toujours face à la compétition pour leur part du marché domestique. Pour tous les marchés ayant une industrie laitière, y compris le Canada, la concurrence a entraîné des économies d'échelle, quel que soit le système de gestion de l'offre actuel. Pour réduire les coûts des intrants, les agriculteurs ont donc dû augmenter la taille de leurs exploitations et fusionner la production. Cependant, le Canada n'a alors pas tiré autant d'avantages de cette tendance que le reste du monde, ne réussissant pas à concurrencer à l'échelle internationale. La décision de l'industrie de s'orienter vers

des économies d'échelle pour réduire les coûts de production a entraîné un nombre disproportionné de fermes regroupées dans certaines régions du Canada : 42% du total du quota national de mise en marché (QMM) des produits laitiers se trouve au Québec et 32% en Ontario (* DFC/PLC , 2019). **Plus de 74% de toutes les fermes laitières se trouvent dans deux provinces où résident 58% de la population de notre pays.** Cela est problématique, car avoir de grandes fermes situées dans seulement une ou deux provinces ne sera peut-être pas la solution la plus durable ou la plus avantageuse pour l'industrie canadienne à l'avenir. La figure 4 montre le nombre de fermes laitières et la figure 6 montre le nombre de vaches laitières au Canada, démontrant comment le nombre de petites fermes au Canada a diminué de façon spectaculaire depuis la mise en place de la gestion de l'offre, une faiblesse notable du système actuel.

FIGURE 6: Nombre de vaches et de génisses laitières au Canada (1960 à 2018)



Source: Canadian Dairy Information Centre / Centre canadien d'information laitière

Lorsque nous examinons la ligne de tendance du nombre de fermes laitières au Canada par année, nous trouvons la tendance grâce à une formule exponentielle : $y = 126283e^{-0,052x}$. À partir de celle-ci, nous pouvons extrapoler; c'est-à-dire si l'estimation utilisée est correcte, dans dix ans, nous pouvons nous attendre à ce que le nombre d'exploitations ait de nouveau diminué de moitié, pour ainsi **atteindre environ 5 500 fermes laitières d'ici 2030**. Le maintien de la capacité de production nationale est essentiel au succès du secteur et à la sécurité alimentaire de notre nation, mais il est loin d'être clair comment l'industrie peut rester forte avec notre cadre politique actuel. Ce qu'il faut déterminer, c'est le nombre optimal d'opérations de production laitière nécessaires au Canada, et personne ne connaît la réponse.

Bien que les consommateurs canadiens puissent dépendre d'un coût du lait quelque peu stable lorsqu'ils planifient leur budget d'épicerie mensuel, ils peuvent également s'attendre à dépenser beaucoup plus que leurs voisins américains. De 1997 à 2011, le prix du lait dans l'est du Canada était en moyenne de 63,05 $ / hl, tandis que le prix du Midwest américain était en moyenne de 39,42 $ / hl et celui de New York / New Jersey en moyenne de 44,31 $ / hl (Mussell et al, 2012). Des estimations plus récentes proviennent d'un article publié le 2 décembre 2019 dans le *Toronto Sun*, qui était basé sur une étude confirmant que les Canadiens paient près de 30 cents de plus par litre de lait (Craig, C., 2019). Cependant, **les preuves suggérant que le lait et les produits laitiers seraient plus abordables si la gestion de l'offre prend fin sont, tout au plus, faibles**. Les lois de l'offre et de la demande dans un vaste pays comme le Canada établissent de nouvelles conditions de marché difficiles à prévoir. Étant donné le coût de la distribution pour couvrir le marché canadien, selon la provenance des produits, les Canadiens pourraient très bien devoir payer davantage pour les produits laitiers, suite à une abolition de la gestion de l'offre.

La capacité du Canada à négocier des accords commerciaux a sans doute été minée par les tarifs élevés imposés sur les importations de produits laitiers au Canada. Le Canada cherchera à maintenir son monopole national sur les produits laitiers, restreignant la concurrence avec des barrières tarifaires élevées. D'autres pays auront également des demandes non négociables similaires. Les droits de douane sur les produits laitiers entrant au Canada dépassent généralement 200% (Mussell et al, 2012). L'industrie laitière du Canada a été qualifiée de «cartel légal», et certains auteurs suggèrent de démanteler complètement la gestion de l'offre en faveur des consommateurs (Findlay, 2012), tandis que d'autres suggèrent de doubler la gestion de l'offre et de restreindre l'accès au marché pour les produits laitiers (DFC/PLC, 2019). Au cours des dernières années, la question est devenue assez politique, comme nous en avons été témoins lors de la période précédant les élections fédérales de 2019. Par conséquent, la population canadienne est plus consciente de l'existence de la gestion de l'offre, bien que plusieurs ne comprennent pas comment fonctionne le système.

Comme le montre une étude de 2019 du Centre canadien pour l'intégrité des aliments, l'industrie laitière est généralement importante pour les Canadiens car ils se soucient de la provenance de leurs aliments et préféreraient soutenir les aliments cultivés au Canada. Comprendre comment la politique alimentaire est élaborée devrait donc être une préoccupation cruciale pour les Canadiens. Bien que la question soit devenue politique, le fait demeure que si la gestion de l'offre se poursuit telle qu'elle est, nous continuerons de constater des pertes du marché domestique canadien dû au profit des accords de libre-échange, de même qu'un manque d'innovation dans la transformation laitière tout en continuant d'avoir une concentration provinciale de fermes laitières pour raisons d'économies d'échelle, nuisant ainsi aux petites exploitations.

À la recherche d›une vue d'ensemble plus complète, nous avons évalué cette hypothèse en compilant un sondage d'opinions des Canadiens et Canadiennes sur l'industrie laitière et la gestion de l'offre. Nos résultats sont stupéfiants considérant que les consommateurs sont à la base de toute l'industrie laitière. Nous avons eu 1 143 participants avec une représentation proportionnelle de chaque région du Canada.

Notamment, les consommateurs doivent être informés lorsque nous passerons de notre système actuel à la nouvelle *Gestion de l'offre 2.0*. À l'heure actuelle, 33% des Canadiens ne sont absolument pas informés sur la gestion de l'offre et 44% des Canadiens croient que l'industrie du bœuf est protégée par la gestion de l'offre. Les consommateurs en connaissent peu et nos résultats en disent long sur l'état de l'industrie. **Les mécanismes actuels de tarification des produits laitiers sont entourés de mystère**, avec seulement 9,21% des Canadiens étant fortement d'accord avec l'énoncé: «*Je comprends comment les prix du lait à la ferme et au détail sont déterminés au Canada.*» Nous devrons donc être prudents lorsque nous établirons une nouvelle voie à suivre afin d'être ouverts et responsables face à la population canadienne, lui demander son avis et en tenir compte lors de l'élaboration des décisions politiques.

Selon notre sondage, 53% des répondants sont tout à fait d'accord pour dire que l'élevage laitier est une industrie importante au Canada, tandis que 66% sont plutôt d'accord ou fortement d'accord avec l'énoncé: «*Les producteurs laitiers de notre pays sont une partie importante de ce que signifie être un Canadien.* » 62% ont répondu qu'ils étaient tout à fait d'accord qu'il était important de soutenir les fermes laitières canadiennes en achetant des produits laitiers canadiens, et 60% étaient plutôt d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que la gestion de l'offre est bonne pour l'économie canadienne.

62,8% des répondants étaient plutôt d'accord ou fortement d'accord pour dire que le gouvernement devrait protéger la gestion de l'offre dans l'industrie laitière. Nos résultats montrent *également* que les Canadiens se soucient des producteurs laitiers et veulent qu'ils réussissent, et la majorité est prête à les protéger à leurs propres frais. En ce qui concerne l'énoncé: «*Je continuerais d'acheter des produits laitiers, même s'ils étaient plus dispendieux, si cela permet de garder des fermes laitières au Canada.», 66% des répondants étaient plutôt d›accord ou fortement d›accord. 50% des Canadiens conviennent même assez ou fortement qu›il est important de soutenir les fermes laitières canadiennes en leur accordant des subventions directes.*

Avec cette fondation bien établie, nous pouvons être certains que nous allons dans la bonne direction. Les Canadiens ne veulent pas voir la fin de l›industrie laitière nationale, l›élevage laitier étant considéré une partie importante de ce que cela signifie d'être un Canadien, et l'écrasante majorité des répondants (85,5%) étaient plutôt d'accord ou fortement d'accord pour dire qu'**il est important d'appuyer les fermes laitières canadiennes en achetant des produits laitiers canadiens**. Les Canadiens et Canadiennes veulent des produits laitiers canadiens. La demande existe et le soutien au système et à ses producteurs est évident.

Cependant, comme mentionné précédemment, il existe de sérieux problèmes avec le système tel qu'il est actuellement, qui doivent être résolus, soit par une analyse logique, soit en suivant l'opinion des consommateurs.

Lorsque nous nous tournons vers les consommateurs pour obtenir des directives, nous trouvons des preuves de certaines choses: premièrement, les consommateurs préfèrent non seulement les aliments cultivés au Canada, ils préfèrent manger des aliments provenant de leur propre province. 86,9% sont quelque peu d'accord ou fortement d'accord avec l'énoncé: «*Je préfère manger des aliments produits dans ma province ou ma région si possible.*» La plupart des répondants veulent des aliments d›origine durable et sont prêts à payer plus pour des aliments garantissant un traitement sans cruauté envers les animaux. En outre, 55% pensent que les petites fermes traitent les animaux avec plus d'humanité que les grandes exploitations. Enfin, un stupéfiant 82,5% des répondants étaient quelque peu d'accord ou fortement d'accord avec l'énoncé: «*Je crois que la protection des emplois dans les régions rurales du Canada devrait être une priorité*.» Avec ces opinions des consommateurs à l'esprit, tournons-nous maintenant vers le projet en cours: développer une série de réformes du système actuel de gestion de l›offre qui apportera le plus d›avantages aux agriculteurs et aux consommateurs.

2.0 UNE FEUILLE DE ROUTE POUR L'AVENIR

2.1 GESTION DE L'OFFRE

Le présent rapport explore les problèmes d'approvisionnement en produits laitiers et fait le premier pas vers la création d'une voie à suivre durable pour les producteurs laitiers, en veillant à ce qu'ils ne soient pas dépassés par des produits moins chers d'autres pays, tout en visant à produire le plus grand bénéfice pour les agriculteurs et les consommateurs. Le but de ce rapport est de décrire un plan de 20 ans pour la gestion de l'offre, en la modifiant fondamentalement dans le but de rendre l'industrie laitière canadienne plus compétitive. Nous appelons ce plan de *Gestion de l'offre 2.0.* Il incitera les agriculteurs canadiens à s'adapter à un marché plus libéralisé au fil du temps et à devenir compétitifs sur des marchés d'exportation plus spécialisés et de niche. Le plan de *Gestion de l'offre 2.0* comprend quatre étapes :

1. Créer un programme volontaire afin d'inviter certains producteurs à quitter l'Industrie.
2. Apportez des modifications importantes à la Commission canadienne du lait (CCL).
3. Supprimer les barrières commerciales interprovinciales sur les produits laitiers et créer un fonds d'innovation pour le secteur.
4. Initier un plan de 20 ans pour réduire les barrières tarifaires, développer une stratégie d'exportation, créer une marque canadienne et encourager l'innovation.

Certaines de ces étapes peuvent être plus réalisables que d'autres. Cependant, ce sont les lignes directrices générales qui, selon nous, doivent être suivies pour sauver les moyens de subsistance des producteurs laitiers canadiens tout en soutenant la position de l'industrie dans un monde globalisé. Nous pensons qu'il est important de reconnaître que les producteurs laitiers gagnent à peine assez pour soutenir un mode de vie modeste. **La production laitière devrait devenir plus attrayante financièrement pour quiconque souhaite investir et exporter des produits canadiens à l'étranger.**

2.2 CHANGER, POUR LES BONNES RAISONS, LA GESTION DE L'OFFRE

Selon un rapport du Conference Board du Canada intitulé «*Reforming Dairy Supply Management: The Case for Growth*» (ou *Réformer la gestion de l'offre laitière : Étude de cas pour la croissance*; The Conference Board of Canada, 2014), la gestion de l'offre dans l'industrie laitière devrait être démantelée et son commerce devrait être entièrement libéralisé. **Mais le démantèlement de la gestion de l'offre n'est pas une solution viable à l'heure actuelle**. Si le commerce était libéralisé demain, le lait américain inonderait probablement le marché canadien, les agriculteurs canadiens ne seraient pas en mesure de rivaliser avec le prix du lait américain et, éventuellement, l'industrie laitière canadienne entière dépendrait du lait importé.

Un modèle économique pur de libre marché nous indique que l'industrie laitière canadienne ne peut actuellement rivaliser avec les coûts de production marginaux des producteurs laitiers des autres pays et qu'il serait donc plus efficace pour le Canada de démanteler la gestion de l'offre, de mettre fin à toutes les subventions pour les produits laitiers et de permettre aux consommateurs d'avoir accès à des produits laitiers internationaux moins dispendieux. Cependant, bien que l'économie de libre marché puisse produire un résultat efficace, ce n'est pas la situation optimale lorsque nous considérons les moyens de subsistance des agriculteurs, notre économie rurale et nos valeurs en tant que Canadiens.

Poursuivant ce raisonnement, une stratégie de base pour le démantèlement de la gestion de l'offre pourrait suivre l'exemple australien, comme cela a été discuté par Findlay et al. En 2012. Le plan se déroulerait comme suit: supprimer les droits de douane sur les produits laitiers, importer des produits laitiers moins chers, imposer une taxe sur les produits laitiers aux consommateurs, générer de l'argent (à partir de la taxe) pour racheter les quotas laitiers aux agriculteurs et fixer un plan sur 10 ans afin de racheter tous les quotas laitiers aux agriculteurs avant d'entrer pleinement dans un système de libre marché. L'idée n'est pas nouvelle pour le Canada d'adopter un modèle comme celui de l'Australie pour le démantèlement de la gestion de l'offre. Les analystes politiques recommandent au Canada de faire de même depuis au moins 2003 (Earl P., 2003).

Bien que ce plan réduirait les coûts, il entraînerait inévitablement le Canada dans une situation similaire à celle de l'Australie. En Australie (en partie à cause d'une sécheresse massive), le marché a été dévasté par la suppression de la gestion de l'offre. Comme l'a signalé l'organisme laitier national australien, *Dairy Australia*, depuis la déréglementation du marché, les agriculteurs ont dû lutter pour concurrencer les prix internationaux du lait. «*À une moyenne d'environ 42 cents US le litre, les producteurs laitiers australiens reçoivent un prix bas par rapport aux normes mondiales et doivent donc gérer des systèmes de production très efficaces.*» (Dairy Australia, 2019). En 1980, il y avait 22 000 producteurs laitiers en Australie, alors qu'aujourd'hui, il y en a moins de 6 000 et la production de lait devrait encore chuter de 9% cette année, selon un article d'*ABC News* intitulé «*Les producteurs laitiers australiens lancent un avertissement alors que l'exode de masse se poursuit*.» (Day L., 26 juin 2019). Des situations similaires se produisent sur d'autres marchés dotés de politiques laitières de libre marché, comme en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis (Alberta Milk, 2019).

De plus, les partisans du démantèlement de la gestion de l'offre démontreront que les Canadiens paient plus pour le lait que les Américains. Cependant, lorsque nous considérons les subventions directes et indirectes que les producteurs laitiers américains reçoivent, nous ne sommes pas aussi convaincus que le prix soit si différent. Selon Alberta Milk, «Les Américains ont payé 4 milliards de dollars en subventions laitières en 2009, et environ 31 cents le litre, en plus des prix de détail». (Alberta Milk, 2019). Selon un article de *RealAgriculture.co*, «L'aide, sous ses diverses formes, a représenté 73% des revenus du marché

des producteurs laitiers américains en 2015» (Real Agriculture, 2018). En fait, les producteurs laitiers américains du Wisconsin ont récemment discuté de la demande du gouvernement fédéral de s'impliquer davantage dans l'industrie, car les agriculteurs sont actuellement en difficulté. Certains envisagent même de proposer un système similaire au système actuel de gestion de l'offre du Canada (Mertens R., 2019).

Enfin, la perte pour l'économie canadienne découlant de la protection du système de gestion de l'offre ne peut être niée. Les barrières tarifaires entraînent une perte nette économique selon une étude intitulée «*La perte annuelle pour la société canadienne causée par la gestion de l'offre de l'industrie laitière*» par Kelly Davey. La gestion de l'offre de l'industrie laitière canadienne entraîne une perte nette d'environ 123 millions de dollars par an pour l'économie canadienne (Davey K., s.d.). Pour ses calculs Davey a utilisé des données de 1997-1998; aucun résultat provenant de données plus récentes n'est disponible.

Le secteur laitier canadien mérite une solution canadienne. D'autres pays où la gestion de l'offre a été supprimée ont dû gérer des réalités économiques différentes. Mais la gestion de l'offre ici au Canada a de sérieuses limites. La plupart de nos fermes laitières et nos transformateurs se trouvent au centre du pays, ce qui laisse de nombreuses régions mal desservies. Si nous voulons maintenir un système, il doit favoriser l'innovation partout au pays, tout en gardant à l'esprit certains des défis du marché auxquels l'agriculture est confrontée. Les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par l'environnement et le bien-être animal. Étant donné que le secteur se concentre du côté de l'offre, il est mal préparé à faire face aux préoccupations exprimées par les consommateurs, en particulier les jeunes générations. De plus, les consommateurs veulent plus de choix. Cette feuille de route repose sur le fondement que le pays a besoin d'un secteur laitier national solide et que la population veut manger des produits de base provenant du Canada. Elle accepte également comme prémisse que l'innovation et la transformation laitière sont essentielles à la croissance et à l'avenir du secteur, et que la proportionnalité régionale est essentielle pour tous les Canadiens et Canadiennes.

2.3 CE QUE LA POPULATION CANADIENNE PENSE DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE

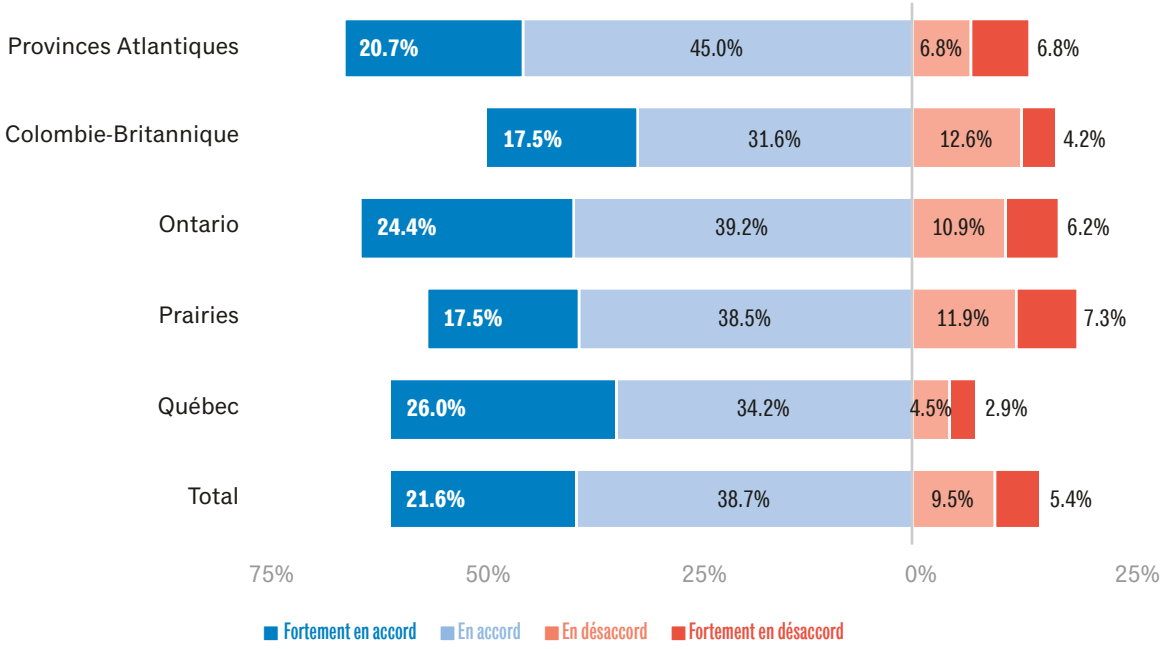
Les réponses à notre sondage étaient assez révélatrices concernant les opinions canadiennes sur l'industrie laitière en général, la quantité de connaissances du consommateur moyen sur la gestion de l'offre, l'importance de l'industrie pour l'économie telle qu'observée par les Canadiens, l'impact de la production laitière sur l'environnement et de l'importance à avoir des producteurs à l'échelle nationale et locale. Lorsque nous regardons les résultats, nous constatons qu'ils varient selon la région, le groupe d'âge et le statut socioéconomique du répondant.

Même si les Canadiens ne comprennent peut-être pas comment fonctionne l'industrie laitière ou comment fonctionne la gestion de l'offre, ils ont massivement répondu en faveur du soutien à l'industrie. Au total, **87,3% des Canadiens étaient quelque peu ou fortement d'accord avec la déclaration suivante**: «*Je crois qu'il est important du supporter les fermes laitières canadiennes en achetant des produits laitiers canadiens.». Cependant, il est intéressant de noter que lorsque nous examinons les réponses divisées par groupe d›âge, nous constatons un schéma clair qui se* dessine: le soutien à l'industrie laitière diminue à chaque génération successive. Nous constatons que les personnes nées avant 1946 sont plus susceptibles d'être d'accord ou fortement d'accord avec l'énoncé (98,4%) que celles nées entre 1965 et 1979 (87%), et beaucoup plus que celles nées après 1994 (80%). Cette tendance devrait inquiéter l'industrie. **Le soutien de la population canadienne envers l'industrie laitière diminue à chaque générati**on. Des conclusions similaires, mais encore plus frappantes, ont été trouvées avec la question: «*Les producteurs laitiers de notre pays jouent un rôle important dans ce que signifie être Canadien», où l›accord est passé de 82,5% pour la génération la plus âgée à seulement 56,3% pour la plus jeune* génération. Une de personnes sondées a même répondu en déclarant ce qui suit:

> *«[...], les produits laitiers sont des aliments désuets et inutiles - les producteurs laitiers canadiens devraient s'adapter à leur époque et passer à l'agriculture. L'avenir est végétalien et même le Guide alimentaire canadien soutient cette réalité. »*

Ces différences de perspectives générationnelles sont peut-être les résultats les plus intéressants de cette analyse. Une autre différence générationnelle qui pourrait potentiellement expliquer cet écart est le fait que les jeunes étaient plus susceptibles à prétendre comprendre le fonctionnement de l'industrie que les générations plus âgées. En effet, 45% des personnes nées après 1994 sont d'accord avec l'énoncé: «*Je comprends comment les prix du lait à la ferme et au détail sont déterminés au Canada*», tandis que seulement 40,5% des personnes nées entre 1946 et 1964 étaient d›accord. Cela pourrait signifier que mieux connaître le système actuel de gestion de l›offre encourage en fait les jeunes générations à penser que l›industrie laitière est moins importante. Ou encore, cela pourrait être une fausse corrélation, et les résultats pourraient être expliqués différemment. Par ailleurs, les femmes étaient également moins susceptibles que les hommes d'être d'accord (37,1% des femmes contre 44,1% des hommes).

FIGURE 7: Je crois que la gestion de l'offre est bonne pour l'économie canadienne.



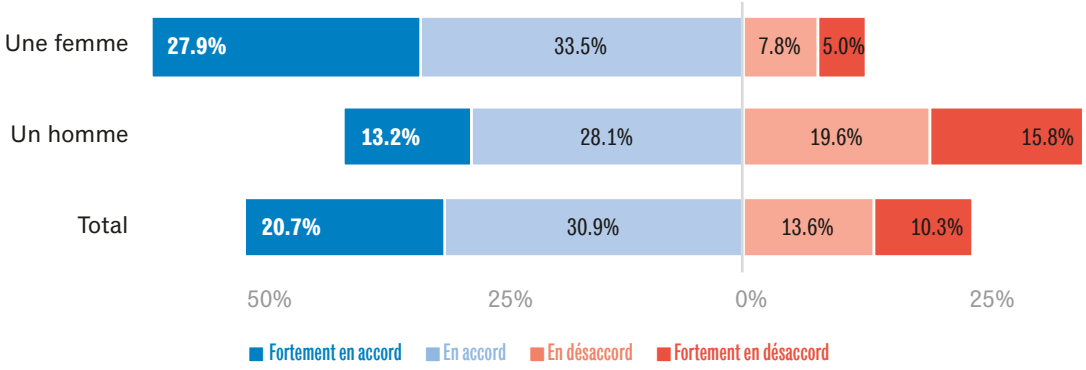
Overall Stat Test of Percentages 0.04829

En ce qui concerne la sensibilisation à la gestion de l'offre, les gens ne semblent pas être suffisamment informés. Cependant, pour ceux qui ont au moins une vague compréhension à ce sujet, la plupart (60,3%) étaient d'accord avec l'énoncé: «*Je crois que la gestion de l'offre est bonne pour l'économie canadienne*», les femmes (64,3%) étant d›accord plus souvent que les hommes (56,1%). Ceux qui ont convenu que la gestion de l›offre était bonne pour l›économie étaient principalement concentrés au Québec, en Ontario et dans les régions de l'Atlantique (65,7%, 63,6% et 60,2% respectivement). Lorsque nous avons poursuivi ce raisonnement avec la déclaration: «*Je crois que le gouvernement devrait protéger la gestion de l'offre dans l'industrie laitière*», nous avons trouvé des résultats similaires. Fait intéressant, le tableau croisé relatif au type de localité (c.-à-d. village/milieu rural, banlieue ou zone urbaine) était significatif pour cette question, les résultats montrant que les gens vivant en milieu rural étaient moins susceptibles d'être d'accord (57,5%) que ceux situés dans les noyaux urbains (65%).

Les Canadiens appuient même les subventions directes à l'industrie laitière, 51,6% étant d'accord avec l'énoncé: «*Je crois qu'il est important de soutenir les fermes laitières canadiennes en leur accordant des subventions directes*». Pareillement, davantage de personnes en accord étaient des femmes (61,4% comparativement à 41,3%) et ceux qui avaient des enfants étaient plus susceptibles d'être d'accord que ceux qui n'en avaient pas. Comme précédemment, nous avons constaté que davantage de personnes étaient d'accord avec l'énoncé dans les régions du Québec, de l'Ontario et des régions de l'Atlantique. Une autre conclusion qui découle de cette question, peut-être de manière inattendue (bien qu'un argument puisse être avancé

dans les deux sens), est que ceux dont le revenu du ménage est inférieur à 50 000 $ par an étaient plus susceptibles d'être d'accord que ceux dont le revenu du ménage était supérieur à 50 000 $.

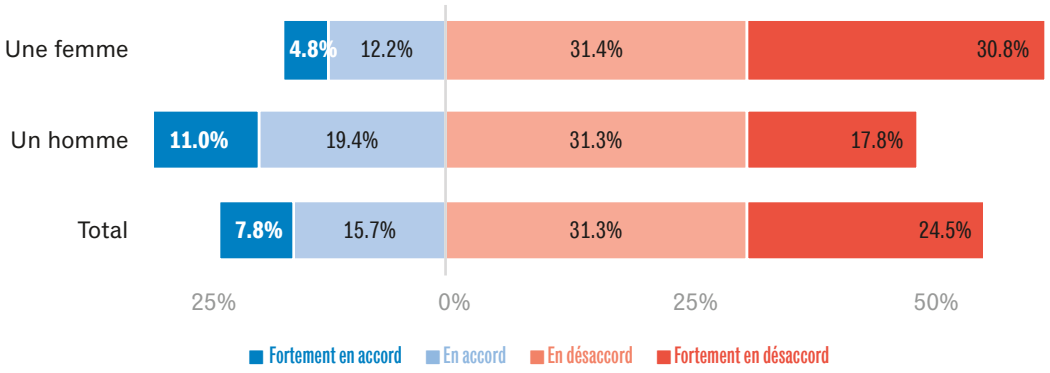
FIGURE 8: Je crois qu'il est important de soutenir les fermes laitières canadiennes en leur fournissant des subventions directes.



Overall Stat Test of Percentages 0.00000

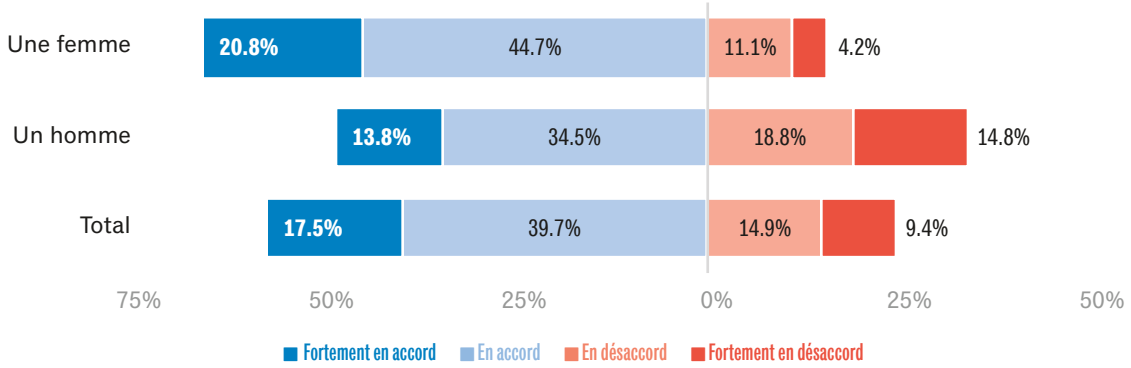
Pour la plupart, **les consommateurs estiment qu'ils paient un prix juste pour le lait au Canada** et que boire du lait produit au Canada est plus important que d'avoir du lait à des prix inférieurs (57,2% étaient d'accord avec l'énoncé: «*Le prix du lait et d'autres produits laitiers les produits sont équitables au Canada.*» alors que 55,8% n'étaient pas d'accord avec l'énoncé: «*Je crois que la baisse des prix pour les consommateurs est plus importante que la consommation de lait canadien* »). Enfin, sur cette note, les Canadiens étaient également d'accord, 66,3% du temps, avec l'énoncé: «*Si les produits laitiers étaient plus chers, je continuerais à les acheter si cela signifie que nous pouvons garder des fermes laitières au Canada.*»

FIGURE 9: Je crois que la baisse des prix pour les consommateurs est plus importante que la consommation de lait canadien.



Overall Stat Test of Percentages 0.00000

FIGURE 10: Au Canada, le lait et les autres produits laitiers sont offerts à juste prix.

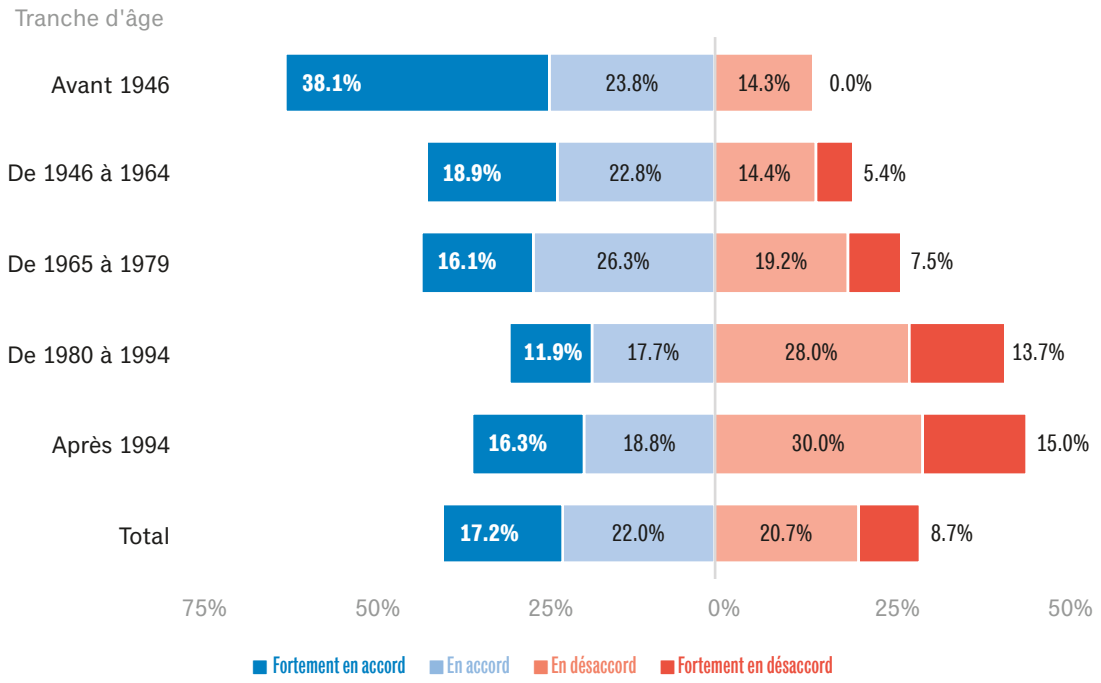


Overall Stat Test of Percentages 0.00000

Encore une fois, un thème récurrent dans cette étude, les femmes étaient plus susceptibles d'être d'accord que les hommes pour les deux déclarations. Autre thème récurrent: lorsque divisé par région, nous constatons à nouveau que les individus du Québec, de l'Ontario et des régions de l'Atlantique étaient légèrement plus susceptibles d'être d'accord avec les affirmations. Peut-être la conclusion provenant de notre étude étant la plus lourde de conséquence pour l'industrie est le fait que l'opinion des consommateurs envers l'industrie laitière diminue de génération en génération. Nous avons constaté que lorsque nous avons demandé aux Canadiens s'ils étaient d'accord avec l'énoncé: «*Je crois qu'il est important de soutenir les fermes laitières canadiennes en achetant des produits laitiers canadiens*», ils ont été massivement d›accord (85,6%). De même, nous avons constaté que les Canadiens préféreraient également manger des produits laitiers produits localement que des produits étrangers, même s'ils sont plus chers (62,8% étaient en désaccord avec l'énoncé: «*Je préfère manger des aliments importés de pays étrangers s'ils sont moins chers que les aliments canadiens*»). Cependant, dans les deux cas, les résultats variaient de façon assez importante selon l'âge: 74,6% des personnes nées avant 1946 étaient fortement d'accord avec l'énoncé à propos du soutien, tandis que seulement 52,6% des personnes nées entre 1980 et 1994 étaient fortement d'accord, reflétant encore une tendance à la baisse du soutien générationnel à l'industrie laitière. Des résultats similaires ont été trouvés pour l'énoncé quant aux aliments importés de pays étrangers : le nombre de personnes fortement en désaccord avec l'énoncé est passé de 30,3% pour les répondants plus âgés à 16,3% pour la plus jeune génération.

Les consommateurs ont également soulevé d'autres préoccupations, précisant clairement leurs préférences quant à la façon dont l'industrie laitière devrait être gérée au Canada. Les Canadiens et Canadiennes nous ont clairement fait savoir qu'ils se préoccupaient de l'impact environnemental de l'industrie laitière, du bien-être des animaux dans l'industrie laitière, de la quantité et de la qualité des produits laitiers disponibles, et ils ont manifesté un soutien massif à la protection du Canada rural.

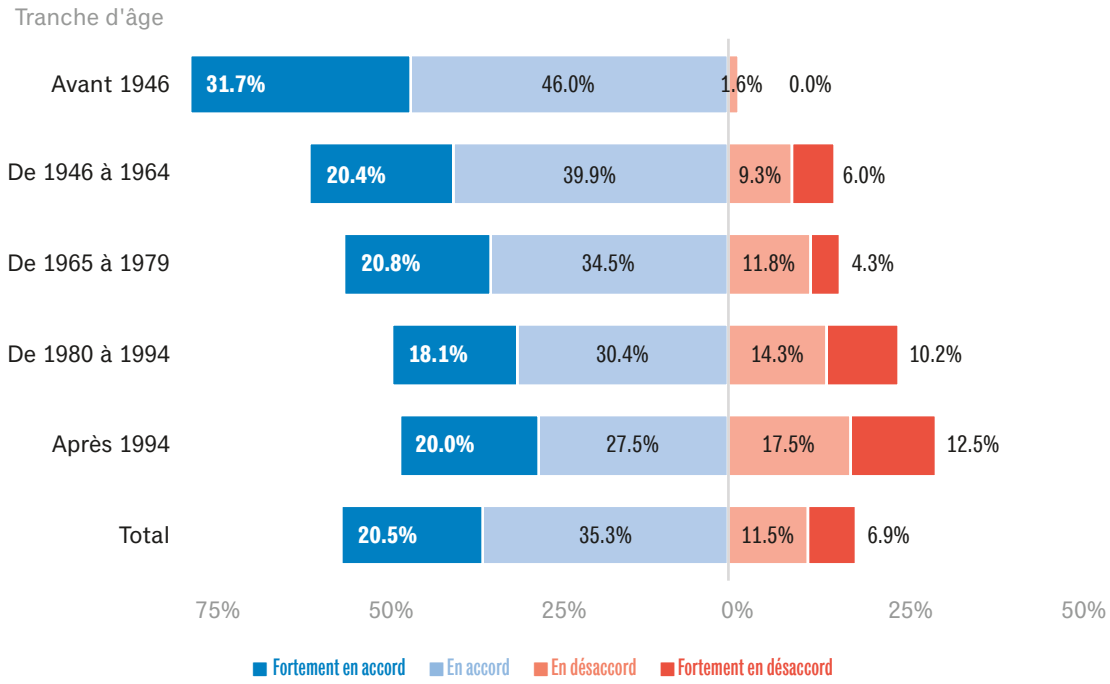
FIGURE 11: Je crois que la production laitière est bonne pour l'environnement.



Overall Stat Test of Percentages 0.00000

Dans un premier temps, en ce qui concerne les impacts environnementaux de l'industrie laitière, nous constatons tout d'abord que **la plupart des répondants n'étaient pas d'accord avec l'énoncé**: «*Je crois que l'élevage laitier est bon pour l'environnement*» (39% seulement étaient d›accord). En fait, les Canadiens disent qu›ils seraient prêts à payer plus cher pour les produits laitiers si ceux-ci avait moins d'impact sur l'environnement (68,5% étaient d'accord avec l'énoncé: «*Je suis prêt à payer plus pour des aliments qui proviennent de sources durables et qui ont moins d'impact sur l'environnement* »). Fait intéressant, lorsque nous analysons les données par niveau d'éducation, nous constatons que ceux qui ont un **niveau d'éducation plus élevé** (un diplôme universitaire de premier cycle ou plus) **sont moins susceptibles de convenir que la production laitière est bonne pour l'environnement** que ceux qui ont moins d'éducation. Nous avons également constaté que ceux qui estiment que la production laitière a un impact négatif sur l'environnement sont plus susceptibles d'être des femmes et, encore une fois, sont plus susceptibles d'être d'une génération plus jeune.

FIGURE 12: Je crois qu'au Canada, l'industrie laitière traite les vaches et les autres animaux sans cruauté.



Overall Stat Test of Percentages 0.00013

Puis, en ce qui a trait au bien-être des animaux, **les Canadiens l'ont dit très clairement: ils ne pensent pas que l'industrie laitière canadienne protège le bien-être des animaux** (en particulier les jeunes générations), et ils seraient prêts à payer plus afin que ce soit la cas, comme 73,7% étaient d'accord avec le déclaration: « *Je suis prêt à payer plus pour la nourriture, ce qui garantit que les animaux sont traités sans cruauté.* » Ils croient également que les petites fermes traitent les animaux plus humainement que les grandes fermes, avec 55% en désaccord avec la déclaration: « *Je crois que les grandes fermes laitières traitent les animaux plus humainement que les petites fermes.* » Un répondant a même déclaré :

« Honnêtement, le lait est une industrie largement inhumaine, plus intéressée à vendre le jus de vache blanc et à faire de l'argent que de concentrer ses ressources acquises sur d'autres options nutritionnelles plus durables.»

Ce sentiment, selon lequel les animaux sont traités injustement dans l'industrie laitière au Canada, est également lié au niveau de scolarité, un niveau de scolarité plus élevé étant corrélé à un faible pourcentage d'accord. Il est intéressant de noter que seulement 46,9% des personnes vivant dans des noyaux urbains étaient d'accord avec la déclaration, tandis que 66,3% de celles des zones rurales étaient d'accord.

Enfin, les consommateurs ont également demandé d'**avoir accès à une plus grande variété de produits parmi lesquels choisir** et un soutien accru pour le Canada rural. 61,8% étaient d'accord avec l'énoncé: «*Je préférerais une plus grande variété de produits laitiers à ma disposition, comme les fromages artisanaux et les yogourts*.» Comme prévu, ces chiffres étaient plus élevés chez les personnes dont le revenu du ménage dépassait 50 000 $ par an. Bien que nous n'ayons pas recueilli beaucoup de données sur la protection des emplois dans les régions rurales du Canada, nous avons constaté que 82,4% des Canadiens étaient d'accord avec l'énoncé: «*Je crois que la protection des emplois dans les régions rurales du Canada devrait être une priorité*.»

Les Canadiens ont exprimé clairement leurs vœux pour l'orientation de l'industrie laitière et de la gestion de l'offre. Comme mentionné précédemment avec les fondements présentés, nos objectifs pour l'industrie sont les mêmes que ceux des consommateurs canadiens: plus de transparence, moins d'impact sur l'environnement, plus de sensibilisation au bien-être animal et une plus grande variété de produits. Du côté de l'offre, les objectifs sont les suivants: s'assurer que toutes les régions du pays soient également desservies par l'industrie laitière, accroître la compétitivité et le soutien de l'industrie parmi la jeune génération, afin de les convaincre des avantages économiques de l'industrie pour l'environnement. Enfin, nous devons travailler à accroître la production et la consommation de produits laitiers à long terme tout en garantissant des rendements équitables aux agriculteurs.

3.0 GESTION DE L'OFFRE 2.0

3.1 PROGRAMME DE RACHAT VOLONTAIRE DES QUOTAS

Le plan ici proposé sera probablement critiqué par le secteur pour le simple fait qu'il prône le changement. Les producteurs laitiers, en tant que groupe représenté par des régies de commercialisation, ont toujours exprimé leur opposition à des changements radicaux et durables. Mais en dehors des régies, les producteurs laitiers individuels voient des défis à venir sans qu'aucune solution ne leur soit présentée. Ce document tente de fournir quelques idées de changement.

Aucune feuille de route n'est parfaite, mais notre chemin actuel n'est pas non plus durable. La triste réalité à laquelle font face les producteurs laitiers, peu importe ce qui doit être fait à l'avenir, est une perte d'environ 8,1% du marché canadien au profit de nouveaux accords de libre-échange, comme décrit dans l'introduction de ce rapport. C'est inévitable, et l'approche actuelle du gouvernement libéral, c'est-à-dire indemniser directement les agriculteurs pour les huit prochaines années, consiste simplement à mettre un pansement sur une plaie qui a plutôt besoin de sutures. La réalité à laquelle fait face le Canada est désagréable pour les agriculteurs et, malheureusement, si nous voulons agir de façon appropriée, certains agriculteurs devront quitter l'industrie pour faire de la place à de nouveaux concurrents étrangers.

C'est pour cette raison que nous proposons au **gouvernement fédéral de lancer un programme volontaire de rachat de quotas de valeur égale aux concessions faites à la concurrence étrangère dans les récents accords commerciaux**. Il vaudra mieux sortir à ses propres conditions que d'être expulsé par des concurrents étrangers. Au lieu de subventionner l'industrie, nous proposons d'utiliser l'argent réservé à cet effet pour lancer ce programme. En acceptant de quitter l'industrie, les agriculteurs seront entièrement compensés pour leurs quotas et leurs moyens de subsistance, ce qui leur permettra d'entrer dans une autre industrie, et commencer une nouvelle initiative de leur choix. Entre-temps, selon nos prévisions, les agriculteurs laitiers qui resteront ne seront que les plus compétitifs, ce qui stimulera directement la capacité du Canada à concurrencer ces nouveaux produits étrangers.

La réalité est que, lorsque nous examinons une sélection de 70 producteurs laitiers, comme le révèle le rapport de 2018 de l'*Ontario Dairy Farmers Association*, nous constatons que les 15 dernières fermes ont un revenu agricole net moyen négatif, soit 23 489 $ de perte, tandis que les 15 meilleures fermes ont un revenu agricole net moyen de 175 779 $. Pour aller plus loin, lorsque nous examinons l'allocation des quotas, ces mêmes 15 dernières exploitations agricoles ont près d'un tiers du quota total des 15 premières (ODFA, 2019). Ce que nous pouvons en retirer, c'est que certaines exploitations agricoles éprouvent des difficultés et qu'elles représentent environ un tiers de la taille de ces grandes exploitations qui excellent, de sorte que la gestion de l'offre continue de profiter aux grandes exploitations et à nuire aux petites fermes. Grâce à une consolidation coordonnée par le secteur public, les producteurs laitiers pourraient voir leurs revenus augmenter afin de réussir financièrement et être en meilleure position afin de réinvestir dans leurs activités pour les rendre plus compétitifs. De plus, peu importe ce qui se fait à court terme, les agriculteurs qui se retrouvent en situation de déficit continu finiront par se retrouver expulsés de l'industrie. Nous proposons d'étouffer ce problème dans l'œuf, pour ainsi dire, et de racheter le quota de ces agriculteurs les moins efficaces, en leur offrant la possibilité soit de réussir dans une autre industrie, soit de poursuivre leurs activités comme d'habitude, et d'échouer par eux-mêmes.

Ce programme devrait être lancé au cours des prochaines années et ne devrait pas prendre plus de temps que l'échéancier prévu pour le plan de subvention initial. À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral a choisi de surcapitaliser notre système de production laitière en indemnisant les agriculteurs sur une période de huit ans et ce, sans inciter ces derniers à adhérer à des mesures de rendement spécifiques liées aux problèmes qui importent aux consommateurs, dont le développement durable et le bien-être animal. Encore une fois, même si les agriculteurs peuvent trouver difficile de faire face à cette première étape, notre objectif final est de produire un système plus lucratif et avantageux pour toutes les parties concernées. Bien qu'il semble que ce programme incitera davantage de conglomérats d'agriculteurs et puisse conduire à un régionalisme encore plus poussé, nous pensons que ce résultat peut être évité en repensant intelligemment le programme de tarification des quotas de la CCL.

3.2 FAIRE DES CHANGEMENTS À LA COMMISSION CANADIENNE DE LAIT

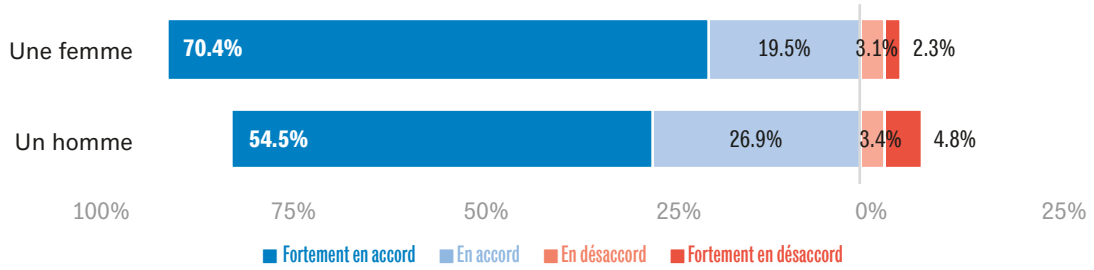
Le quota actuel de prix du lait est fixé par la CCL en coopération avec les régies provinciales de commercialisation du lait en tant que membres votants de la CCGAL. Il s'agit du deuxième changement qui doit se produire, non seulement pour le bien de la population, mais pour le bien de l'industrie. L'industrie laitière canadienne doit devenir plus transparente et plus responsable si les gouvernements veulent participer au bien-être et à la durabilité du secteur à l'avenir.

Il ne suffit pas de simplement révéler comment le prix est actuellement fixé. **Nous devons complètement réévaluer la manière dont ce prix est déterminé**. Pourquoi n'y a-t-il que des prix axés sur l'offre pour le lait à la ferme, quels que soient les marchés recherchés? Nous pensons que le seul élément qui devrait aider à déterminer les prix est le besoin des producteurs laitiers à répondre aux demandes des consommateurs en tenant compte de la valeur nutritive et d'un prix abordable au détail. En outre, l'industrie, en appliquant différentes formules de tarification, devrait inciter les agriculteurs et les transformateurs à se régionaliser, à adopter des pratiques plus durables et sans cruauté envers les animaux et à promouvoir de nouvelles méthodes innovantes. Elle devrait également inciter de nouvelles entreprises à accéder à l'industrie. Ces pratiques devraient être intégrées dans la stratégie de tarification de la CCL.

La formule de tarification pourrait être modifiée pour **adopter une approche davantage axée sur la chaîne de valeur** et encourager la formation de coopératives entre les petites exploitations dans chaque région, avec un prix à la ferme plus élevé pour les produits laitiers afin de reconnaître l'augmentation des coûts des intrants de production pour les petits producteurs. La CCL devrait envisager des moyens de maintenir la capacité de production dans toutes les régions afin de soutenir la **transformation laitière**.

En outre, les exploitations devraient innover, en créant des marchés pour de nouveaux produits laitiers artisanaux. De cette façon, les Canadiens peuvent avoir accès à plus de produits de leur province ou région, comme ils le souhaitent. Les Canadiens sont même prêts à payer plus pour leurs produits laitiers si cela signifie maintenir les fermes laitières au Canada (66,31% sont soit assez d'accord, soit fortement d'accord). Rappelant la tendance actuelle du nombre d'exploitations agricoles au Canada, quelque chose doit être fait pour stopper cet exode des agriculteurs canadiens. Nous pensons que la stimulation de petites exploitations agricoles innovantes, coopératives et régionales est également la solution à ce problème.

FIGURE 13: Je crois qu'il est important d'aider les fermes laitières canadiennes en achetant des produits laitiers canadiens.



Les Canadiens se soucient de l'environnement; il s'agissait du principal enjeu électoral au Canada lors des élections fédérales de 2019 (Shah, M., 2019). De plus, ils se soucient que leur nourriture soit d'origine durable et que les animaux soient traités sans cruauté. Selon une étude intitulée: «*Comparaison des impacts environnementaux des systèmes laitiers de pâturage et de confinement en Nouvelle-Écosse (Canada) à l'aide de l'analyse du cycle de vie*», publiée en 2009, les fermes qui permettent aux vaches de paître librement à l'extérieur sont beaucoup plus respectueuses de l'environnement que celles qui confinent leur bétail (Arsenault N., 2009). Nous avons demandé aux Canadiens s'ils étaient d'accord avec les affirmations suivantes: «*Je suis prêt à payer plus pour des aliments d'origine durable et qui ont moins d'impact sur l'environnement*» et «*Je suis prêt à payer plus pour des aliments qui garantissent un traitement sans cruauté envers les animaux*.» Les Canadiens sont préoccupés par l'environnement et sont prêts à payer plus cher pour les produits laitiers s'ils proviennent de sources durables. Ce qui devrait être pris en considération lors de la détermination de la formule de tarification des quotas laitiers.

Enfin, **la transparence sera la clé pour la CCL**. Les personnes extérieures à l'industrie laitière, à l'exclusion des personnes qui travaillaient auparavant dans l'industrie laitière, devraient être davantage impliquées dans la société d'État. Le PDG et le commissaire actuels appartiennent tous deux à l'industrie laitière et la plupart considèrent la CCL comme un groupe de pression, ce qui n'est pas le cas. De plus amples renseignements sur ce que la commission fait et comment elle sert la population canadienne seraient utiles. À l'heure actuelle, d'après les résultats de par enquête, l'industrie laitière et la gestion de l'offre sont des facteurs largement inconnus de notre économie. Étant donné que la CCL joue un rôle important dans la gestion de l'offre, **elle devrait devenir plus responsable qu'elle ne l'est aujourd'hui envers la population canadienne**.

3.3 SUPPRIMER LES BARRIÈRES COMMERCIALES INTERPROVINCIALES POUR LES PRODUITS LAITIERS ET CRÉER UN FONDS D'INNOVATION POUR LE SECTEUR

Bien sûr, cette mesure affecte plus que seul le secteur laitier. Cependant, il est essentiel que les régions développent leurs compétences de base dans le secteur laitier au fil du temps. Un rapport publié en juillet 2019 par le Fonds monétaire international intitulé: «*Le commerce intérieur au Canada: arguments en faveur de la libéralisation*» décrit les innombrables avantages de la libéralisation des barrières commerciales interprovinciales et des barrières non tarifaires (BNT) au commerce (IMF/FMI, 2019). Un rapport entier pourrait être consacré à discuter des implications de la **suppression des barrières commerciales interprovinciales**, mais il suffit de dire que l'alimentation est le secteur qui se situe au quatrième rang du bénéfice global qui en serait retirer, et cet avantage pourrait être important pour l'industrie laitière en difficulté.

En cherchant à promouvoir les produits laitiers artisanaux, l'élimination des barrières commerciales interprovinciales est essentielle. Le nombre de consommateurs qui achètent des produits artisanaux est beaucoup moindre et il est donc essentiel que les producteurs de ces produits puissent accéder aux consommateurs là où ils se trouvent.

Cette mesure serait couplée à la création d'un fonds d'innovation, ayant pour but d'inciter les producteurs laitiers à innover et à développer de nouveaux produits et marchés, tout en gardant à l'esprit les attributs de marché recherchés par les consommateurs. **La durabilité**, **l'abordabilité** et **le bien-être animal** devraient être les principales priorités de ce fonds. Davantage de fonds devraient être mis à la disposition de notre secteur de la transformation laitière afin d'innover et de tirer parti des débouchés commerciaux, et ce tant au pays qu'à l'étranger.

3.4 INITIER UN PLAN DE 20 ANS POUR RÉDUIRE LES BARRIÈRES TARIFAIRES, DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE D'EXPORTATION, CRÉER UNE MARQUE CANADIENNE ET ENCOURAGER L'INNOVATION

Il ne sert à rien d'entamer des négociations commerciales avec une main liée dans le dos. Le Canada doit accepter que le monde évolue vers un système de libre-échange, que nous cherchions ou non à protéger nos industries nationales. **Une réduction progressive des barrières tarifaires est souhaitable sur une période de 20 ans, mais celles-ci ne devraient pas être tout simplement éliminées**. Le Canada devrait devenir un marché attrayant pour les importateurs, autant que pour notre propre industrie. L'industrie doit se préparer à cette réalité en devenant progressivement plus compétitive. Le gouvernement ne peut pas protéger son industrie laitière de la réalité inévitable de futurs accords commerciaux, comme par exemple avec le MERCOSUR et d'autres (MERCOSUR, 2019). Au lieu de cela, l'industrie laitière doit se protéger elle-même.

Le Canada a également besoin d'une **stratégie pour exporter son lait et ses produits laitiers à l'étranger**. Grâce à un effort hautement coordonné entre l'industrie et les gouvernements, un nouveau quota fixe pour les marchés d'exportation pourrait être créé afin d'attirer de nouveaux investisseurs et entrepreneurs dans le domaine de la production et de la transformation laitières. Les marchés mondiaux ont un excédent de lait, mais avec une stratégie canadienne bien conçue, un marché mondial pour les produits laitiers canadiens peut exister.

Le Canada a une image de marque précieuse. L'industrie devrait embrasser sa marque et commencer à développer de nouveaux produits laitiers canadiens novateurs pour l'exportation. Lors de discussions avec un avocat spécialisé dans le commerce, il est devenu évident que si le Canada cherche à exporter ses produits laitiers et souhaite éviter de nouvelles allégations de l'OMC, les barrières tarifaires sur les importations de produits laitiers doivent disparaître. Pour l'instant, l'industrie n'est pas prête mais nous devrions nous tourner vers la Nouvelle-Zélande pour trouver l'inspiration. La Nouvelle-Zélande offre un excellent exemple du pouvoir de la marque nationale. Avant 2013, sa campagne «*100% Pure*» était un succès majeur, mais quand une peur du botulisme (qui s'est avérée plus tard être une fausse alerte) a conduit plusieurs pays à imposer des interdictions d'importer du lait de Nouvelle-Zélande, l'image de marque a pris un coup dur, tout comme son industrie laitière.

Le Canada devrait chercher à protéger et à soutenir sa marque nationale pour les produits laitiers. De cette façon, dans vingt ans, lorsque les barrières tarifaires sur les produits laitiers auront majoritairement été réduites et que les producteurs laitiers canadiens devront se mesurer à une gamme de produits internationaux bon marché, il sera alors de la plus haute importance de s'y être bien préparé. En innovant et en continuant à développer une image de marque nationale autour du lait 100% canadien, le Canada peut arriver fin prêt à en tirer parti sur le marché international.

4.0 CONCLUSION

Nous avons ici présenté une feuille de route en quatre étapes illustrant un avenir potentiel pour la gestion de l'offre. Nous espérons que notre contribution puisse générer une discussion constructive au sein de l'industrie au lieu de créer plus de division. Le Canada a besoin d'un nouveau plan, la stratégie actuelle ne fonctionnant manifestement pas et il est maintenant temps d'agir. Nous présentons cet article pour commencer une nouvelle page d'histoire afin que tous — les agriculteurs, l'industrie laitière et les consommateurs — puissent en bénéficier et survivre.

RÉFÉRENCES

Agriculture, United States Department of Agriculture. (2019). *Retail Milk Prices Report.* Retrieved from ams.usda.gov: https://www.ams.usda.gov/sites/default/files/media/RetailMilkPrices2018.pdf

Aiello, R. (2018, September 29). Scheer on his climate plan, supply management, and the push towards legal pot. Retrieved from https://www.ctvnews.ca/politics/scheer-on-his-climate-plan-supply-management-and-the-push-towards-legal-pot-1.4114365

Alberta Milk. (2019). Supply Management Facts and Myths. Retrieved from https://albertamilk.com/for-industry/supply-management/supply-management-facts-myths/

Australian Competition and Consumer Commission. (2001). Impact of farmgate deregulation. Retrieved from https://www.accc.gov.au/system/files/Impact%20of%20farmgate%20deregulation%20on%20the%20Australian%20milk%20industry.pdf

Barichello, R., Cranfield, J., & Meilke, K. (2009). Options for the reform of supply management in Canada with trade liberalization. *Canadian Public Policy*, 35(2), 203-217.

Baxter, M. (2017, April 28). Life After Supply Managemen. TVO. Retrieved from https://www.tvo.org/article/life-after-supply-management

Bernier, M. (2016, May 31). Maxime Bernier: I'm coming out against supply management — and I want all Conservatives to join me. Financial Post. Retrieved from https://business.financialpost.com/opinion/maxime-bernier-im-coming-out-against-supply-management-and-i-want-all-conservatives-to-join-me

Boyens, I. (2018). *Unnatural Harvest: How Genetic Engineering is Altering Our Food.* Doubleday Canada.

Canadiam Dairy Information Centre. (2019). Number of Farms, Dairy Cows and Heifers. Government of Canada. Retrieved from https://www.dairyinfo.gc.ca/index_e.php?s1=dff-fcil&s2=farm-ferme&s3=nb

Canadian Centre for Food Integrity. (2019). 2019 Public Trust Research Connecting With Candians.

Canadian Dairy Commission. (2017, December 14). *Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC)*. Retrieved from cdc-ccl.gc.ca: http://www.cdc-ccl.gc.ca/CDC/index-eng.php?id=3808

Canadian Dairy Commission. (2019, May 31). History of the CDC. Retrieved from http://www.cdc-ccl.gc.ca/CDC/index-eng.php?link=107

Canadian Dairy Information Centre. (2019). Consumption of Dairy Products. Government of Canada. Retrieved from https://aimis-simia-cdic-ccil.agr.gc.ca/rp/index-eng.cfm?action=pR&r=261&pdctc=

Canadian Dairy Information Centre. (2019). *Dairy Facts and Figures.* Retrieved from dairyinfo.gc.ca: https://www.dairyinfo.gc.ca/index_e.php?s1=dff-fcil

CBC News. (2018, September 19). Bernier fails in call for abolition of supply management. CBC News. Retrieved from https://www.cbc.ca/news/politics/bernier-fails-in-call-for-abolition-of-supply-management-1.4830306

CBC News. (2019, November). Justin Trudeau on Supply Management and Global trade Deals.

Charlebois, S. a. (2012, March). The Canadian Dairy Industry In a Post Supply Management Era: The Future of the Canadian Dairy Sector. Retrieved from https://fcpp.org/2012/03/23/media-release-the-canadian-dairy-industry-in-a-post-supply-management-era-the-future-of-the-canadian-dairy-sector/

Charlebois, S., & Astray, T. (2012). *The Future of the Canadian Dairy Sector: In a Post Supply Management Era.* Frontier Centre for Public Policy.

Charlebois, S., Langenbacher, W., & & Tamilia, R. D. (2007). The Canadian Dairy Commission: an empirical survey on its relevance in today's civil society. *International Food and Agribusiness Management Review*, 10(1030-2016-82493), 81-99.

Conference Board of Canada. (2014). *Reforming Dairy Supply Management: The Case for Growth.* Centre for Food in Canada. Retrieved from https://www.conferenceboard.ca/temp/27f1483c-4d69-420d-b556-262f29fc780a/5955_DairySupplyMgmnt_CFIC_RPT.pdf

Connolly, A. (2019, March 19). Dairy farmers, supply-managed sectors to get $3.9B in compensation for CETA, CPTPP – but not NAFTA. *Global News*. Retrieved from https://globalnews.ca/news/5073069/federal-budget-2019-dairy-farmer-compensation-3-9-billion/

CPTPP. (2020). *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP).* Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP).

Craig, C. (2019, December 2). Government Milk Policy Costs Consumers Dearly. Retrieved from https://torontosun.com/opinion/columnists/craig-government-milk-policy-costs-consumers-dearly

Dairy Australia. (N.d.). History of Australian Dairy Industry Deregulation. *Dairy Australia*. Retrieved from dairyaustralia.com.au/about-dairy-australia/about-the-industry/history-of-australian-dairy-industry-deregulation

Dairy Farmers of Canada. (2019, August 16). *Dairy Farmers Welcome Federal Governments Announcement.* Retrieved from Dairyfarmersofcanada.ca: https://dairyfarmersofcanada.ca/en/dairy-farmers-welcome-federal-governments-announcement

Dairy Farmers of Canada . (2019, October 28). *Milk. Its in the Stuff You Love.* Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=wyGqsKJ9_NQ

Dairy Farmers of Canada. (2019). *Our Commitments*. Retrieved from DairyfarmersofCanada.ca: https://dairyfarmersofcanada.ca/en/who-we-are/our-commitments

Dairy Farmers of Nova Scotia. (2019). *Calculating Your Dairly Butterfat Production.* Retrieved from dfns.ca: https://www.dfns.ca/quota-hub/calculating-your-daily-butterfat-production/

Dairy Farmers of Nova Scotia. (n.d.). *About*. Retrieved from dfns.ca: dfns.ca/about

Dairy Farmers of Ontario. (2019). Ontario Dairy Farm Accounting Project, Annual Report 2018. Canadian Dairy Commission and Dairy Farmers of Ontario. Retrieved from https://www.milk.org/Corporate/pdf/Publications-ODFAPReport.pdf

Davey, K. (2004). The Annual Loss to Canadian Society Caused by Supply Management of the Dairy Industry. Alberta Economics Journal, 6. Retrieved from https://artsandscience.usask.ca/economics/resources/pdf/04v6Annual%20Loss.pdf

Earl, P. (2003, March). Australia's Dairy Reforms, Lessons for Canada. Frontier Centre for Public Policy. Retrieved from https://fcpp.org/pdf/PS_16_Australia_Dairy_Reform_Lessons_for_Canada_March_2003.pdf

Edwards, K. (2018, October 4). The Truth About Dairy Farming in Canada. *Maclean's*. Retrieved from https://www.macleans.ca/economy/the-truth-about-dairy-farming-in-canada/

Findlay, M. (2012, June). Supply Management: Problems, Politics - And Possibilities. *5*(19). University of Calgary. Retrieved from https://www.policyschool.ca/wp-content/uploads/2016/03/supply-management-hall-findlay.pdf

Findlay, M. (2015, May 15). *Here's Canada's Way Forward on Supply Management.* Retrieved from https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-commentary/heres-canadas-way-forward-on-supply-management/article24878498/

Findlay, M. (2018, July1 10). Should Canada Scrap Its Supply Management System? Yes. The Star. Retrieved from https://www.thestar.com/opinion/contributors/thebigdebate/2018/07/10/should-canada-scrap-its-supply-management-system-yes.html

Fraser Institute for Public Policy. (2018, July 17). Canada Can Eliminate Supply Management Following Australia's Lead. Fraser Institute. Retrieved from https://www.fraserinstitute.org/article/canada-can-eliminate-supply-management-by-following-australias-lead

Government of Canada. (2019, August 16). *Government of Canada Announces Compensation for Supply-Managed Dairy Producers.* Retrieved from Canada.ca/Agriculture-agri-food: https://www.canada.ca/en/agriculture-agri-food/news/2019/08/government-of-canada-announces-compensation-for-supply-managed-dairy-producers.html

Government of Canada. (n.d.). *Canadian Milk Production from 1920 to 2018.* Retrieved from dairyinfo.gc.ca: https://www.dairyinfo.gc.ca/pdf/histprod_e.pdf

Hedley, D. (2015). *The Evolution of Agricultural Support Policy in Canada.* CAES Fellows Paper 2015-16.

Julien, A. (2018, August 2018). Quebec Political Parties Show United Front on Supply Management. CTV News.

Mann, S. (2014, October 30). Ontario dairy farmers push for greater control of national marketing dollars. *Better Farming*. Retrieved from https://www.betterfarming.com/online-news/ontario-dairy-farmers-push-greater-control-national-marketing-dollars-56571

MERCOSUR. (2019). *https://www.mercosur.int/en/*. Retrieved from https://www.mercosur.int/en/

Mertens, R. (2019, December 09). Could Supply Management Help Struggling Dairy Farmers? *Modern Farmer*. Retrieved from https://modernfarmer.com/2019/12/could-supply-management-help-struggling-dairy-farmers/

Muirhead, B. (2016, June 12). Counterpoint: Ending supply management didn't help Australians and it won't help Canadians. Financial Post. Retrieved from https://business.financialpost.com/opinion/counterpoint-ending-supply-management-didnt-help-australians-and-it-wont-help-canadians

Mussell, A., Seguin, B., & Sweetland, J. (2012). Canada's Supply-Managed Dairy Policy: Challenges and Need for Evolution. *Guelph: George Morris Centre*.

Mussell, A., Sequin, B., & Sweetland, J. (2012, October). Canada's Supply-Managed Dairy Policy: How Do We Compare? *Conference Board of Canada Centre for Trade, Investment Policy and International Cooperation*. Retrieved from https://www.conferenceboard.ca/temp/adb0b6dd-beb5-45dc-a0c7-2a03626ac555/13-130_DairyPolicy.pdf

My Canadian Milk. (N.d.). Why Does Canadian Milk Matter? Retrieved from https://www.mycanadianmilk.ca/about

National Democratic Party. (2019, April 12). The NDP, an Ally to Farmers and Producers.

Office of the United States Trade Representative. (N/A). *UNITED STATES–MEXICO–CANADA TRADE FACT SHEET Agriculture: Market Access and Dairy Outcomes of the USMC Agreement.* Retrieved from Office of the United States Trade Representative: https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/united-states-mexico-canada-agreement/fact-sheets/market-access-and-dairy-outcomes

Ontario Ministry of Agriculture, Food, and Rural Affairs. (N.d.). Supply Management Systems. Retrieved from http://www.omafra.gov.on.ca/english/farmproducts/factsheets/supply.htm

Oxley, A. L. (2018, August 9). End Supply Management Like Aussies. The Western Producer. Retrieved from https://www.producer.com/2018/08/end-supply-management-like-aussies/

Pinkerton, C. (2018, September 19). Elizabeth May laughs off People's Party motion to end supply management. Retrieved from https://ipolitics.ca/2018/09/19/elizabeth-may-laughs-off-peoples-party-motion-to-end-supply-management/

Real Agriculture. (2018, February 9). US Dairy Subsidies Equal 73 Percent-of-Producer Returns Says New Report. *Real Agriculture*. Retrieved from https://www.realagriculture.com/2018/02/u-s-dairy-subsidies-equal-73-percent-of-producer-returns-says-new-report/

Regnier, E. (2016, July 23). *Let's talk cheesy: Cheese Tourism in Holland*. Retrieved from Dutch Review : https://dutchreview.com/featured/lets-talk-cheesy-cheese-tourism-holland/

Scotti, M. (2017, April 19). The World Wants Canada to Scrap Supply Management, But Does it Make Sense? Global News. Retrieved from https://globalnews.ca/news/3388537/donald-trump-dairy-supply-management-benefits/

Selley, C. (2017, July 19). Could Scheer's Devotion to Bid Dairy Finally Break the Supply Management Consensus? National Post. Retrieved from https://nationalpost.com/opinion/chris-selley-could-scheers-devotion-to-big-dairy-finally-break-the-supply-management-consensus

Shah, M. (2019, October 9). Climate Change Emerges as One of the Top Ballot-box Issues Among Voters: Ipsos Poll. Global News. Retrieved from https://globalnews.ca/news/6006868/climate-change-federal-election-issue-poll/

Southey, F. (2020, February 5). Disrupting dairy with precicion fermentation: "By 2035, industrial cattle farming will be obsolete. *Food Navigator.* Retrieved from https://www.foodnavigator.com/Article/2020/02/03/Disrupting-dairy-with-precision-fermentation-By-2035-industrial-cattle-farming-will-be-obsolete#

Tamilia, R. D., & Charlebois, S. (2007). The importance of marketing boards in Canada: a twenty-first century perspective. *British Food Journal*, 109(2) 567-589.

The Conference Board of Canada. (2009, November 23). Making Milk: The Practices, Players, and Pressures Behind Dairy Supply Management. Retrieved from https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=3294

The Lobby Monitor. (2013, January 23). *Dairy, Oil and Gas, Mining Top Lobbies of 2012*. Retrieved from The Lobby Monitor: http://www.lobbymonitor.ca/2013/01/23/dairy-oil-and-gas-mining-are-top-lobbies-of-2012/11369

Wolf, M. (2019). *Experts: USMCA will provide small boost to dairy.* Watertown Daily Times. Retrieved from https://www.adirondackdailyenterprise.com/news/local-news/2019/12/experts-usmca-will-provide-small-boost-to-dairy/

DALHOUSIE UNIVERSITY
FACULTY OF AGRICULTURE

Laboratoire de Sciences Analytiques en Agroalimentaire

UNIVERSITY of GUELPH

ARRELL FOOD INSTITUTE
AT THE UNIVERSITY of GUELPH

dal.ca/aal

@dalagriculture

/dalagriculture

arrellfoodinstitute.ca

@ArrellFoodInst

/foodinstituteguelph